

Le Domaine national appelé à prendre du galon
Des députés plaident pour sa promotion en ministre délégué P5

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mardi 17 Février 2026 / N° 1274 / PRIX 20 DA



Cour constitutionnelle
Séminaire
sur les propositions
d'amendement
technique
de la Constitution P4

Convergence de vues sur plusieurs dossiers d'intérêt commun

ALGER ET NIAMEY OUVRENT
UNE NOUVELLE PAGE

« Nous avons convenu de lancer le projet de gazoduc transsaharien à travers le territoire de notre frère nigérien immédiatement après le Ramadhan ». Dixit, le Président Abdelmadjid Tebboune. P3



Sahara occidental, le Makhzen tente de brouiller les cartes
Boulos remet les pendules à l'heure : Maroc et Polisario seuls belligérants du conflit P2



Commission Ghaza
**UN MOIS
DE PARALYSIE**

P16

Sayoud sur la transformation numérique
«Un choix stratégique national
irréversible»

Saïd Sayoud a insisté sur le fait que la numérisation ne se limitait pas à la simple conversion de documents en versions électroniques, mais représentait une transformation structurelle et culturelle profonde de la gestion des services publics. P4



Sahara Occidental, le Makhzen tente de brouiller les cartes
Boulos remet les pendules à l'heure : Maroc et Polisario seuls belligérants du conflit

PAR BOUALEM B.

Dans un entretien accordé à la télévision allemande DW, Massad Boulos, conseiller spécial de Donald Trump pour l'Afrique et le monde arabe, a levé un coin du voile sur les récents pourparlers de Madrid, tenus les 8 et 9 février à l'ambassade américaine. La situation y est décrite comme « plus difficile que prévu » pour un règlement du conflit du Sahara occidental, vieux de 50 ans. Pourtant, Boulos reste optimiste. Il indique que des progrès ont été enregistrés, sans toutefois des avancées majeures pour l'instant. Il a, par ailleurs, insisté sur un point crucial que la propagande du Makhzen tente par tous les moyens de cacher. « Les Sahraouis et le Maroc sont les seuls habilités à trouver une solution qu'ils jugent appropriée pour eux », a-t-il en effet précisé, tirant ainsi les choses au clair, en désignant sans ambiguïté les belligérants directs du conflit, à savoir le Maroc et le Front Polisario. Respectueux du secret des discussions, il a refusé d'en révéler les détails, réservés aux parties concernées, principalement le Maroc et les Sahraouis ». Quant à l'Algérie et à la Mauritanie, elles ne sont que « concernées, d'une manière ou d'une autre », qu'en tant que pays voisins. Leur présence à Madrid relève d'un rôle d'observateur naturel, rien de plus. Le processus, dit Boulos, peut prendre du temps. « Il ne faut pas anticiper ni se précipiter », a-t-il annoncé, mais il nourrit un « bon espoir » pour une résolution rapide. Et c'est là où le bât blesse pour le Makhzen. Les relais médiatiques marocains ont multiplié les allégations mensongères et tendancieuses après ces pourparlers, laissant entendre que l'Algérie aurait enfin accepté de s'asseoir à la table des négociations en tant que partie prenante. Une pure diversion et un mensonge dont les relais du Makhzen usent et abusent jusqu'à la nausée ! Une source proche du dossier, interrogée par TSA jeudi passé, démonte ce narratif : « La manière dont les relais marocains s'échinent à présenter les négociations directes entre le Maroc et le Front Polisario sous l'égide des Nations Unies et des États-Unis n'a absolument rien à voir avec la réalité », explique la source. L'Algérie, comme la Mauritanie, n'y joue qu'un rôle d'observateur, conféré par sa proximité géographique. L'Algérie a toujours rejeté la formule des « tables rondes » car elle considère que le conflit oppose bel et bien Rabat au Polisario. Cette stratégie de la diversion makhzénienne n'est pas nouvelle. Le Maroc cherche depuis toujours à impliquer l'Algérie pour diluer la responsabilité sahraouie et transformer un différend bilatéral en affaire régionale élargie. En exagérant le rôle de l'Algérie et en la diabolisant via ses médias, le Makhzen espère brouiller les cartes, en jouant les victimes et en faisant passer l'Algérie pour un obstacle à la paix. La sortie de Boulos a mis fin à ce jeu trouble en recentrant le débat sur les vrais acteurs.

B. B.

POUR SON ENGAGEMENT DANS LA LUTTE ANTITERRORISTE SUR LE CONTINENT

Le Président Tebboune salué par ses pairs africains

Lors de la 39e session du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA), clôturée dimanche à Addis-Abeba, les efforts du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en sa qualité de coordinateur de l'UA pour la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, ont été salués.

Son action vise à renforcer et à mettre en œuvre le programme continental de lutte contre ces fléaux, contribuant à l'unification et à l'intensification de la coordination entre les États membres. Le sommet a appelé à « l'accélération de la mise en œuvre des propositions pratiques et concrètes qu'il a présentées », tout en saluant « les progrès réalisés par la Commission de l'UA dans le soutien aux réponses continentales en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, ainsi que le renforcement des capacités institutionnelles des États membres ».

Par ailleurs, les conclusions du 12e séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, tenu en décembre 2025 dans le cadre du Processus d'Oran, ont été adoptées, mettant en avant le rôle de l'Algérie,

aux côtés des pays A3, dans la défense des causes et des intérêts africains au sein du Conseil de sécurité des Nations unies.

Les travaux de la 39e session ordinaire ont pris fin dimanche après-midi à Addis-Abeba, avec la participation du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, représentant le président de la République. Le sommet, organisé sous le thème « Assurer une disponibilité durable de l'eau et des systèmes d'assainissement sûrs pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 », a également été marqué par la présentation de plusieurs rapports : le rapport annuel du président de la Commission de l'UA, Mahmoud Ali Youssouf, ainsi que des rapports relatifs à l'Agenda 2063, au Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique, au thème de l'UA pour l'année 2025



et aux principales initiatives continentales conduites par la Banque africaine de développement.

Le sommet a également adopté la Déclaration d'Alger sur les crimes coloniaux en Afrique, qui consacre la journée du 30 novembre comme « Journée africaine d'hommage aux martyrs africains et victimes de la traite transatlantique, de la colonisation et de l'apartheid », saluant l'initiative du Président Tebboune. À cette étape charnière de l'histoire du continent, l'Algérie a réaffirmé son attachement aux solutions pacifiques des conflits, son soutien aux

approches africaines pour les problèmes africains et sa contribution active à la promotion de la paix et de la stabilité, ainsi qu'au renforcement des mécanismes de prévention et de règlement des conflits.

La participation de l'Algérie s'inscrit dans le cadre de son engagement, sous la conduite du Président Tebboune, à soutenir l'action africaine commune et à renforcer les dynamiques d'intégration et de solidarité entre les États du continent, au service du développement durable, de la sécurité et de la stabilité des populations africaines.

M. T.

IL OUVRE DE NOUVELLES PERSPECTIVES D'INVESTISSEMENT

Le partenariat entre Alger et Nouakchott change d'échelle

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, ainsi que le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, ont accueilli, hier, le ministre mauritanien de l'Énergie et du Pétrole, Mohamed Ould Khaled, en visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines. La réunion, tenue au siège du département ministériel, s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de Mauritanie à Alger, du P-DG du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, du directeur de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Samir Bakhti, du P-DG par intérim de Sonelgaz, Rachid Abdessemed, ainsi que du P-DG de Naftal, Djamel Cherdoud, en plus de plusieurs cadres des deux secteurs. Le ministre mauritanien était accompagné d'une délégation de haut niveau comprenant les responsables de la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH), de la Société mauritanienne d'électricité (SOMELEC) et de la Société mauritanienne des industries de raffinage (SOMIR), aux côtés de hauts cadres de son département. Cette visite, est-il souligné dans le communiqué, s'inscrit dans la dynamique renouvelée de la coopération algéro-mauritanienne, en applica-

tion des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à consolider les partenariats africains et à impulser la coopération Sud-Sud, notamment dans les secteurs stratégiques à fort impact socioéconomique. Lors de la séance élargie réunissant les deux délégations, les discussions ont porté sur l'évaluation du bilan de la coopération bilatérale et sur les perspectives de son approfondissement, en particulier dans les domaines de l'énergie et des hydrocarbures, de la formation et du partage d'expertises, y compris en matière de dessalement de l'eau de mer, dans la perspective d'une intégration économique accrue et d'intérêts mutuellement bénéfiques. À cette occasion, Arkab a réitéré la volonté de l'Algérie de s'affirmer en partenaire stratégique de la Mauritanie dans la valorisation de ses ressources pétrolières et gazières. Il a évoqué le soutien aux projets d'exploration et de production, l'encouragement des investissements conjoints, notamment à travers le groupe Sonatrach et ses filiales, engagés dans des concertations avancées couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'exploration au transport, en passant par la transformation et les services pétroliers. Le ministre d'État a également insisté sur la valorisation des res-

sources minières, en particulier le phosphate, et sur le développement de la coopération dans la production d'engrais. Il a mis en avant l'importance du renforcement des programmes de formation et du transfert de savoir-faire au profit des compétences mauritaniennes, via les instituts spécialisés du secteur, dont l'Institut algérien du pétrole (IAP) et la Sonatrach Management Academy (SMA), afin de bâtir un partenariat durable fondé sur le développement des capacités et la création de valeur ajoutée. Pour sa part, Adjal a souligné la nécessité d'élargir la coopération dans la production, le transport et la distribution de l'électricité, ainsi que de renforcer les capacités d'échange énergétique. Il a également évoqué l'examen d'opportunités d'investissements conjoints dans les projets d'énergies renouvelables, notamment solaire et photovoltaïque, en phase avec les transitions énergétiques et les impératifs de sécurité énergétique des deux pays. Il a, en outre, affirmé la disponibilité de l'Algérie, à travers le groupe Sonelgaz, à accompagner la partie mauritanienne dans le développement de ses infrastructures électriques, en fournissant un appui technique dans les études d'ingénierie, la réalisation des projets et la maintenance des réseaux, ainsi que dans le recours aux

énergies propres pour soutenir le développement local. De son côté, le ministre mauritanien de l'Énergie et du Pétrole a estimé que cette visite illustre la solidité des liens de fraternité et de coopération entre l'Algérie et la Mauritanie, saluant l'expertise reconnue de l'Algérie dans les domaines des hydrocarbures, des mines et de l'énergie. Il a exprimé l'ambition de son pays de bénéficier de l'expérience algérienne à travers des partenariats techniques et d'investissement, ainsi que par le renforcement des programmes de formation et de développement des compétences, afin d'appuyer les efforts de la Mauritanie dans la valorisation de ses ressources naturelles et la promotion d'un développement durable au service des deux peuples. Au terme de la rencontre, Arkab et Adjal ont réaffirmé l'engagement de l'Algérie à consolider ses relations fraternelles et stratégiques avec la Mauritanie dans les secteurs de l'énergie, des hydrocarbures et des mines, et à œuvrer à la mise en œuvre effective des mémorandums d'entente et accords conclus, en les traduisant en projets concrets à fort impact économique et de développement, contribuant ainsi à la stabilité énergétique et à l'intégration régionale en Afrique du Nord et dans la région du Sahel.

Y. R.



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA.COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

CONVERGENCE DE VUES SUR PLUSIEURS DOSSIERS D'INTÉRÊT COMMUN

Alger et Niamey ouvrent une nouvelle page

L'Algérie et le Niger ont scellé, hier à Alger, à l'occasion de la visite du Président nigérien, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, une nouvelle relation d'amitié et de fraternité, basée sur une coopération intense dans plusieurs domaines stratégiques, dont la lutte contre le terrorisme, l'énergie, la santé et la formation universitaire.

PAR MAHDI B.

Dans une déclaration conjointe au siège de la présidence de la République, à l'issue des entretiens entre les deux délégations, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que la visite du président de la République du Niger en Algérie a renforcé les liens de fraternité et d'amitié entre les deux pays frères tout en mettant fin à une période inhabituelle dans les relations bilatérales. «Je tiens à exprimer ma joie d'accueillir mon cher frère, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, dans une visite que nous attendions depuis un moment et qui s'est, Dieu merci, concrétisée», a dit le Président Abdelmadjid Tebboune, qui a ajouté que «par cette visite, nous mettons fin à une période inhabituelle marquée par une certaine froideur entre les deux pays, bien que les deux peuples frères aient maintenu le contact.» Pour le président de la République, cette visite du Président nigérien en Algérie a «renforcé les liens de fraternité et d'amitié entre nous, en tant que voisins, frères et amis». Sur le menu de leurs entretiens, le Président Tebboune a indiqué que «nous nous sommes entendus sur tout ce qui concerne notre coopération sécuritaire et énergétique, incluant les hydrocarbures et l'électricité, ainsi que notre coopération dans les domaines de la formation professionnelle, de la formation militaire et de la formation universitaire». En outre, «nous allons préserver l'amitié que nous entretenons avec le Niger depuis des générations», a poursuivi le président de la République, assurant que la relation qui unit les deux pays frères et voisins sera un exemple en Afrique. Plus concrètement, sur la coopération énergétique entre les deux pays, le Président Abdelmadjid Tebboune a annoncé que le projet de gazoduc transsaharien, traversant le territoire de la République

du Niger, débutera immédiatement après le mois de Ramadhan. «Nous avons convenu de lancer le projet de gazoduc transsaharien à travers le territoire de notre frère nigérien immédiatement après le Ramadhan», a-t-il précisé, avant d'expliquer que «Sonatrach prendra la direction des opérations et commencera la pose du gazoduc, qui traversera le Niger.» Dans la perspective de la réalisation de ce mégaprojet, le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, s'est déplacé fin janvier dernier à Niamey pour relancer la coopération énergétique entre les deux pays, dont la réalisation du gazoduc TSGP. A Niamey, rappelle-t-on, le déplacement du ministre algérien avait deux objectifs principaux : d'abord faire le point du projet commun de production pétrolière avec l'expertise du groupe algérien sur le champ de Kafra, qui ambitionne la production de 90.000 bj de pétrole ; ensuite l'examen de la poursuite de la réalisation du projet de Gazoduc Transsaharien, ou TSGP, qui ambitionne d'acheminer le gaz du Nigeria via le Niger, puis l'Algérie vers l'Europe. Par ailleurs, sur les questions de défense dont la lutte contre le terrorisme, le Président Tebboune a souligné que l'Algérie et le Niger «sont unis sur le même front : «Nous coopérerons en déployant tous nos efforts et en nous appuyant sur toutes les capacités et l'expertise dont dispose l'Algérie» dans ce domaine. «La sécurité du Niger est la sécurité de l'Algérie», a fait remarquer le président de la République qui s'est adressé à son hôte en ces termes : «Soyez assuré, Monsieur le Président, que nous serons toujours solidaires de nos frères nigériens en toutes circonstances.» Concernant le Comité mixte algéro-nigérien, le Président Tebboune a exprimé l'espoir qu'il se réunirait après le mois de Ramadhan afin de consolider les accords conclus et de les mettre en œuvre sur le terrain.



Enfin, lors de sa déclaration, le Président Tebboune a évoqué des projets conjoints stratégiques entre les deux pays, couvrant plusieurs secteurs, dont la santé et la formation. Il a annoncé qu'un centre de dialyse rénale et un centre de presse seraient créés à Niamey. «L'Algérie ne ménagera aucun effort pour soutenir son pays frère, le Niger», a déclaré M. Tebboune. Du côté nigérien, c'est surtout une sorte de soulagement de reprendre les relations avec Alger, après une période de froid qui a surtout impacté le développement des régions nord du pays. Quant au Président du Niger, il a salué «les plus hautes autorités algériennes qui, en dépit des vaines tentatives de certaines puissances à relents néocolonialistes et des organisations internationales et sous-régionales, télécommandées et manipulées, se sont montrées solidaires du peuple nigérien après les événements du 26 juillet 2023». A cette date, un coup d'état militaire a été orchestré à Niamey, avec la fermeture des frontières du pays, la suspension des institutions étatiques de la Septième République et un couvre-feu sur tout le territoire. Le président nigérien a estimé que cette position prise en faveur du «respect de la souveraineté du Niger et de ses choix politiques internes honore l'Algérie, son gouvernement et son peuple». «Dans tous les cas, aucun Algérien, aucun Africain ne saurait comprendre que l'Algérie prête son territoire pour agresser un pays africain, surtout lorsqu'il s'agit de cette même puissance qui

a, durant plus d'un siècle, infligé d'indicibles souffrances au peuple vaillant algérien», a-t-il fait valoir. Sur sa visite à Alger, il a expliqué qu'elle témoigne de l'intérêt que porte le Niger «à la fraternité, à la coopération bilatérale entre nos deux peuples, nos deux gouvernements et nos deux pays», tout en se félicitant de «l'excellence des relations historiques» qui unissent les deux peuples, ainsi que la volonté commune de «dynamiser davantage notre coopération fraternelle et de bon voisinage». «Cette visite, ajoute-t-il, s'inscrit dans le cadre du renforcement continu de notre partenariat stratégique, notamment dans les secteurs de la sécurité, du pétrole, de l'énergie, des infrastructures et des transports, de la communication, du commerce, mais également de l'enseignement et de la formation», a-t-il souligné. Pour le Président du Niger, «c'est le lieu de renouveler les attentes du gouvernement nigérien de voir les deux parties accélérer le démarrage effectif et l'achèvement de nos projets communs, notamment le grand projet du bloc de Kafra, le port sec d'Agadez, le chemin de fer reliant nos deux Etats et la Transsaharienne». Il a exprimé sa conviction que l'Algérie et le Niger «arriveront à surmonter toutes les difficultés et tous les obstacles pour réussir, ensemble et dans le dialogue, de belles choses pour nos pays et nos peuples». «Voilà l'esprit avec lequel nous sommes arrivés dans votre beau pays en ami, frère et voisin», a-t-il dit. ■

LE PROJET TSGP DÉMARRE SUR SON TERRITOIRE APRÈS LE RAMADHAN

Le Niger s'y est engagé

PAR MAHREZ Z

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, hier, à l'issue de ses entretiens avec son homologue nigérien, en visite en Algérie, qu'il «a été convenu de lancer le projet de réalisation du gazoduc transsaharien à travers le territoire nigérien, après le mois sacré de Ramadhan», précisant que «Sonatrach prendra les choses en main et entamera l'installation du pipeline traversant le Niger». Le gazoduc Nigeria-Niger-Algérie, ou Trans-Saharan Gas Pipeline (TSGP), qui s'étend sur un tracé

de plus de 4 000 kilomètres, représente l'une des plus importantes infrastructures énergétiques du continent africain. Il permettra d'acheminer le gaz nigérien, via le Niger, puis l'Algérie, jusqu'aux gazoducs reliant l'Europe. Dans un contexte international marqué par la recherche de diversification des sources d'approvisionnement en gaz, le projet Nigeria-Algérie via le Niger représentera une alternative stratégique pour les marchés européens tout en consolidant l'intégration énergétique africaine. En 2022, les ministres de l'Énergie des trois pays concernés ont signé un mémorandum en vue

de relancer le TSGP, en précisant les grandes lignes du projet, estimé à plus de 10 milliards de dollars. En 2025, lors de la 4^e réunion ministérielle du comité de pilotage tenue à Alger, les trois partenaires ont signé une série d'accords importants pour accélérer le projet. Il s'agit d'un contrat de mise à jour de l'étude de faisabilité afin d'actualiser les projections techniques, économiques et environnementales du gazoduc, un contrat de compensation entre les compagnies publiques pour définir les responsabilités financières, et un accord de non-divulgaration (NDA) garantissant la confidentialité des

informations échangées entre les partenaires. Les accords incluaient les sociétés d'hydrocarbures des trois pays, Sonatrach, NNPC Ltd (Nigeria) et Sonidep (Niger). Le TSGP doit relier les champs gaziers de Warri au sud du Nigeria à Hassi R'Mel, en traversant le territoire du Niger. Le tracé total s'étend sur plus de 4 000 km, dont environ 1 037 km au Nigeria, 841 km au Niger et plus de 2 300 km en Algérie où les infrastructures sont déjà en place. Une fois connecté au réseau algérien, le gaz pourra être exporté vers l'Europe via les gazoducs Transmed, (Italie) et Medgaz (Espagne). ■

Éditorial l'EXPRESS

L'AFRIQUE EN MARCHÉ

PAR NASSIM TERKI

Dans les travées diplomatiques de l'Union africaine, réunie pour son 39^e sommet à Addis-Abeba, une conviction s'est imposée, l'Afrique avance désormais avec une conscience aiguë de son histoire et de ses responsabilités collectives. Et dans ce mouvement, l'Algérie occupe une place singulière, tant par la cohérence de son engagement que par la constance de sa parole. Les efforts du Président Abdelmadjid Tebboune, coordinateur continental pour la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, ont été salués comme l'une des dynamiques les plus structurantes du sommet. Les chefs d'État ont insisté sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des propositions qu'il a formulées, estimant que la sécurisation du continent ne peut plus attendre. Mais c'est surtout la question mémorielle, longtemps remise à plus tard, qui s'est imposée au cœur des débats. L'adoption solennelle de la Déclaration d'Alger sur les crimes coloniaux marque un tournant, l'Afrique parlant désormais d'une seule voix pour exiger reconnaissance, justice et réparations. Une journée du 30 novembre consacra désormais l'hommage à toutes les victimes de la colonisation, de la traite transatlantique et de l'apartheid. Cette avancée ne peut être le fruit du hasard. Experts et diplomates l'ont rappelé : l'Algérie, forte de son histoire de résistance et de son rôle dans les luttes de libération, dispose de la légitimité morale pour porter ce combat. Elle l'a démontré en initiant, malgré les pressions extérieures, la tenue d'une conférence internationale sur la criminalisation de la colonisation, redonnant au continent les moyens d'assumer sa mémoire et de l'inscrire dans un cadre juridique. Cette même logique d'engagement s'est retrouvée dans le dossier du Soudan du Sud, où la voix algérienne a résonné avec gravité et lucidité. Dans une allocution lue au nom du Président Tebboune, l'Algérie a rappelé la nécessité vitale d'un dialogue inclusif, seule voie possible vers une paix durable. Elle a appelé à l'élaboration d'une feuille de route électorale claire, garantissant des scrutins crédibles, et exhorté à l'unification urgente des forces de sécurité, condition indispensable à la stabilité. Saluant l'initiative de l'Afrique du Sud, qui abrite le dialogue politique, l'Algérie a réaffirmé son accompagnement de principe, porté par une présence active sur le terrain et par une solidarité constante envers Juba. De la mémoire à la sécurité, du droit à la souveraineté, le sommet aura consacré une évidence, l'Afrique avance lorsqu'elle assume son histoire et protège ses futurs. Et dans ce mouvement, l'Algérie aura tenu, une fois encore, le rôle d'une nation qui parle avec la force tranquille de l'expérience et la fidélité aux combats justes.

Eau potable pendant le mois de Ramadhan
Toutes les mesures prises pour une alimentation régulière



Toutes les mesures ont été prises pour garantir une alimentation régulière en eau potable pendant le mois de Ramadhan, a assuré, hier, Nourreddine Hamidatou, directeur général de l'hydraulique et du service public de l'eau au ministère de l'Hydraulique. Intervenant sur les ondes de la Chaîne I de la Radio nationale, Hamidatou a précisé que toutes les conditions ont été réunies pour assurer une alimentation régulière en eau potable pendant le mois sacré, soulignant que les récentes précipitations ont fortement contribué à l'augmentation des niveaux de remplissage des barrages.

A ce jour, le taux de remplissage des barrages avoisine 50%, atteignant 48,99% dimanche dernier, un niveau nettement supérieur à celui de la même période l'année dernière (38,91%), a-t-il fait savoir, rappelant que le pays compte actuellement 81 barrages en exploitation et 5 en cours de réalisation, ce qui permettra «d'améliorer l'alimentation en eau potable dans toutes les wilayas».

Près de 20 barrages présentent un taux de remplissage entre 80 et 100%, a révélé le responsable, ajoutant que les opérations de curage des sédiments sont effectuées de manière technique et méthodique afin d'augmenter la capacité de stockage et de renforcer l'alimentation en eau potable pour les citoyens, tout en couvrant les besoins du secteur agricole et industriel.

Concernant la qualité de l'eau potable, il a assuré que toutes les eaux distribuées sont propres à la consommation humaine, soulignant le rôle important des stations de traitement des minéraux dans l'amélioration de la qualité.

S'agissant des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la récente réunion du Conseil des ministres, portant sur le lancement en mars prochain de deux stations de dessalement à Tamanrasset et Tindouf, M. Hamidatou a affirmé que ces projets contribueront de manière significative à l'amélioration du service public et à l'alimentation en eau potable de ces régions.

SAYOUD SUR LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE : « Un choix stratégique national irréversible »

Organisé par l'Instance du Médiateur de la République, sous le haut patronage du président de la République, le séminaire national sur l'innovation et la transformation numérique au profit du service public s'est tenu hier sur le thème «L'innovation et la transformation numérique au profit du service public : vers un programme national d'excellence dans la prestation des services publics».

L'occasion pour le Médiateur de la République de souligner, en ouverture des travaux, que l'innovation dans le service public était une nécessité imposée par les mutations, visant à répondre aux aspirations des citoyens à une administration moderne capable de se renouveler, d'anticiper les problèmes et d'apporter des solutions pratiques et efficaces.

Faisant ensuite remarquer que cette innovation ne pouvait atteindre ses objectifs que si elle était orientée vers « une finalité claire », à savoir l'excellence dans la prestation des services publics, Madjid Ammour soutiendra que la numérisation en Algérie « est passée du statut d'un projet différé ou d'une simple option technique à un processus effectif et intégré, ayant donné lieu à des systèmes et des services numériques dont les citoyens ressentent l'impact dans la vie quotidienne », a-t-il rappelé.

Autant d'acquis, donc, qui, à ses yeux, constituaient une base solide pour franchir une nouvelle étape placée sous le signe de l'innovation et de l'excellence de la performance publique, ajoutant que l'innovation était désormais « une condition sine qua non pour transformer les réalisations numériques en une véritable valeur ajoutée, à même de répondre aux aspirations des citoyens », fera-t-il savoir.

Par ailleurs, le Médiateur de la Répu-

blique n'a pas manqué de se féliciter de « la bonne coordination avec l'ensemble des secteurs ministériels et de la réactivité aux saisines du Médiateur de la République, qui a atteint 93,53% fin 2025 », a-t-il révélé, ce qui a eu « un impact positif », notera-t-il, en termes de prise en charge des préoccupations des citoyens et d'ancrage de la culture de l'évaluation et de l'amélioration constantes des services publics.

Enfin, et pour illustrer l'intérêt particulier accordé par l'Etat à la valorisation des initiatives innovantes, Madjid Ammour rappellera la création du «Prix du président de la République du chercheur innovant», visant à encourager la recherche scientifique et à promouvoir l'innovation, et du Prix de la meilleure start-up, visant à instaurer un climat concurrentiel stimulant au service de l'économie nationale.

Présent à l'ouverture du séminaire aux côtés d'autres membres du Gouvernement et de responsables d'instituts et d'institutions nationales, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a pour sa part mis en exergue «un choix stratégique national irréversible», conformément aux directives du président de la République et estimant que le succès de la numérisation dépendait de la formation et de la qualification des ressources humaines.



Se voulant plus explicite, Saïd Sayoud a insisté sur le fait que la numérisation ne se limitait pas à la simple conversion de documents en versions électroniques, mais représentait une transformation structurelle et culturelle profonde de la gestion des services publics, visant à construire une administration moderne, efficace, transparente et proche du citoyen.

Il a également précisé que la généralisation des services électroniques concernera les communes et les wilayas, notamment dans les domaines suivants : état civil, carte d'identité biométrique, permis de conduire et passeport biométrique, avec l'adoption du numéro d'identification national comme identifiant unique pour relier les bases de données et améliorer la précision des informations.

Dans ce sillage, il a souligné que le développement des services numériques visait à réduire les délais de traitement des dossiers, diminuer la pression sur les guichets, limiter les déplacements des citoyens et améliorer la qualité du service public, en harmonisant les bases de données et en les reliant via des réseaux sécurisés pour faciliter l'échange d'informations entre administrations et lutter contre la bureaucratie et les pratiques illégales.

Le ministre conclura en réaffirmant l'engagement du ministère de l'Intérieur à poursuivre la modernisation du service public selon une vision intégrée, reposant sur la généralisation de la numérisation, l'amélioration du cadre juridique, le renforcement du partenariat et la consolidation de la transparence et de la responsabilité.

N. B.

COUR CONSTITUTIONNELLE Séminaire sur les propositions d'amendement technique de la Constitution



La Cour constitutionnelle a tenu, hier, un séminaire sur le thème «Le cadre légal de la révision constitutionnelle en Algérie», en présence du conseiller du président de la République, Nasreddine Bentfour.

Cette troisième édition du séminaire, selon un communiqué de la Cour, s'est déroulée en présence de sa présidente, Leila Aslaoui, des membres de l'institution, de ses cadres et de ses employés, dans une «ambiance scientifique et interactive reflétant la profondeur et l'importance consti-

tutionnelle du sujet», est-il souligné. Il est à noter que si le communiqué ne détaille pas les points précis discutés, il a indiqué, en revanche, que le conseiller du président de la République a abordé dans son exposé les différents aspects juridiques et constitutionnels relatifs aux mécanismes de révision constitutionnelle en Algérie, en passant en revue les procédures prévues par les différentes constitutions algériennes et les garanties constitutionnelles encadrant ce processus.

Bentfour a particulièrement insisté

sur les constantes nationales et les principes fondamentaux qui ne peuvent être remis en cause.

Il convient de rappeler que ce séminaire intervient dans le cadre du projet de «révision constitutionnelle technique» annoncé par la présidence de la République il y a plus de deux mois, pour lequel une précédente conférence nationale avait été organisée sous la supervision du Premier ministre et en présence du directeur de cabinet de la présidence, Boualem Boualem, ainsi que des dirigeants de partis politiques, le 24 janvier dernier.

Lors du séminaire, ce dernier avait présenté dix propositions concernant la révision technique de la Constitution, qui incluent, notamment, un certain cursus académique pour la candidature à la présidence de la République, la régulation de la cérémonie de prestation de serment, la possibilité pour le président de la République de convoquer des élections locales anticipées, ainsi que la suppression de l'obligation d'obtenir l'avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature pour certaines nominations ou mouvements de

hauts responsables judiciaires et, enfin, la prolongation du mandat du président du Conseil de la nation à 6 ans au lieu de 3 ans, afin d'assurer la continuité et l'expérience dans la gestion des institutions.

Parmi les autres propositions, il y a lieu de retenir l'amélioration de l'organisation des sessions parlementaires ordinaires, le renforcement du rôle de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) en étendant ses missions de supervision et en confiant la préparation logistique et matérielle au ministère de l'Intérieur, ainsi que l'introduction d'une disposition transitoire pour combler les vides constitutionnels et permettre un renouvellement partiel des membres du Conseil de la Nation après trois ans.

Il est à souligner que le séminaire a également réuni des professeurs de droit constitutionnel, des étudiants de l'École supérieure de la magistrature, de la faculté de droit, de l'École nationale d'administration, de l'École supérieure des sciences politiques et de la faculté des sciences politiques.

R. N.

LE DOMAINE NATIONAL APPELÉ À PRENDRE DU GALON

Des députés plaident pour sa promotion en ministère délégué

Des députés ont proposé de promouvoir la Direction du Domaine national en ministère délégué pour avoir un impact positif sur le Trésor public. Le passage au statut de ministère délégué permettrait de maximiser les revenus de l'Etat. Jusqu'au 31 décembre 2023, les domaines de l'Etat ont recouvré plus de 86,9 milliards de DA, affichant une performance de plus de 127 % par rapport aux prévisions inscrites dans la loi de finances complémentaire (LFC) 2023.

PAR MERIEM KACI

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a auditionné le directeur général du Domaine national, Abderrahmane Khidi, dans le cadre de ses réunions consacrées à l'examen du projet de loi de règlement budgétaire pour l'exercice 2023, a indiqué un communiqué de l'Assemblée.

Cette séance d'audition, tenue dimanche soir, sous la présidence de Mohamed Ben Hachem, président de la commission, a été marquée par des débats ayant permis aux députés de proposer la promotion de la Direction du Domaine national en ministère délégué et ce, dans le but d'avoir un « impact positif sur le Tré-

sor public ».

En effet, sa promotion au rang de ministère délégué pourrait transformer la gestion du patrimoine de l'Etat en un « véritable levier de croissance économique, maximiser la valorisation économique des biens publics, et optimiser les recettes de l'Etat, contribuant ainsi au développement économique national ». Un nouveau statut est censé lui permettre, entre autres, de « moderniser la gestion foncière, accélérer l'investissement ». Ils ont également proposé de procéder à l'actualisation périodique des redevances.

Les députés ont par ailleurs soulevé des préoccupations et des interrogations liées aux contrats de concession, aux livrets fonciers, à la numérisation et au dossier de régularisa-

tion du foncier agricole. Ils ont recommandé de procéder à l'actualisation périodique des redevances.

De son côté, le Directeur général du Domaine national, Abderrahmane Khidi, a présenté un exposé sur l'ensemble des recettes recouvrées au titre des produits et revenus des biens de l'Etat, du cadastre et de la Conservation foncière jusqu'au 31 décembre 2023. Il a précisé, à cet effet, que les recettes ont dépassé 86,9 milliards de DA, avec un taux de réalisation estimé à plus de 127% par rapport aux prévisions inscrites dans la loi de finances complémentaire 2023, ajoute le communiqué. Concernant le montant global des sommes restant à recouvrer au 31 décembre 2023, le Directeur général du Domaine national a indiqué qu'il



s'élève à plus de 62 milliards de DA. Pour sa part, Ben Hachem a rappelé l'importance capitale du secteur du Domaine national, qui couvre « l'ensemble des biens détenus par l'Etat au nom du peuple et qui sont utilisés au service de l'intérêt général », saluant l'adoption du système d'information du Domaine national « Amlak », qui constitue un « outil

opérationnel central » pour la délivrance du livret foncier électronique, ainsi que la mise à jour de son contenu et ce, sachant qu'une fois les procédures techniques et organisationnelles finalisées et son lancement officiel effectif, il sera procédé progressivement au remplacement du livret foncier papier par le livret foncier électronique. ■

MODERNISATION DE LA CAPITALE

Des projets d'investissement d'envergure sur la façade maritime

Le ministre-wali d'Alger, Mohamed Abdenmour Rabhi, a présidé, hier soir, une réunion consacrée à la présentation et à l'examen de projets d'investissement d'envergure prévoyant la réalisation de tours modernes donnant sur la façade maritime, au niveau des communes de Hussein-Dey et Belouizdad.

Selon un communiqué de la wilaya d'Alger, la rencontre s'est déroulée en présence de la secrétaire générale de la wilaya, du chef de cabinet, du wali délégué de la circonscription administrative de Hussein-Dey, du président de l'Assemblée populaire

communale de Hussein-Dey, ainsi que de cadres de la wilaya et des investisseurs concernés.

En ouverture de séance, le wali d'Alger a précisé que ces projets s'inscrivent dans le cadre des plans Blanc et Bleu, relevant de la vision stratégique de développement et de modernisation de la capitale. Cela concerne sept projets d'investissement, comprenant la réalisation d'hôtels aux standards internationaux, l'implantation de sièges d'entreprises nationales ainsi que la création de complexes résidentiels modernes. Ces nouvelles tours contribueront à la réhabilitation et à la modernisation

du front de mer à Hussein-Dey et Belouizdad, avec une extension progressive vers la partie est de la baie d'Alger. Les projets ambitionnent de dynamiser l'activité économique et touristique de la capitale, tout en générant de nouveaux emplois.

Le ministre-wali a donné plusieurs orientations, notamment l'adoption de concepts architecturaux contemporains, l'augmentation de la capacité des parkings souterrains et l'intégration de postes de transformation électrique dès la phase de conception. Il a également insisté sur la mise en place de méthodes modernes et écologiques de gestion des dé-

chets et de traitement des eaux, avec la réutilisation des eaux traitées pour le nettoyage, la maintenance et l'arrosage des espaces verts. Le même responsable a en outre souligné la nécessité de doter ces infrastructures de systèmes de prévention et de lutte contre les incendies conformes aux normes en vigueur.

Enfin, M. Rabhi a réaffirmé l'engagement des services de la wilaya à accompagner ces projets jusqu'à leur concrétisation dans les meilleurs délais, une démarche saluée par les investisseurs, qui y voient un levier pour lever les obstacles entravant la réalisation de leurs projets. ■

Enseignement supérieur Lancement des inscriptions à la deuxième édition du programme « Study in Algeria »

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a annoncé, dimanche à Alger, le lancement des inscriptions à la 2e édition du programme « Study in Algeria », destiné aux étudiants internationaux souhaitant poursuivre leurs études en Algérie à titre « contractuel ».

S'exprimant lors de la première rencontre nationale des étudiants internationaux inscrits sur la plateforme « Study in Algeria », organisée à la Faculté des sciences de l'information et de la communication, M. Baddari a indiqué que cette deuxième édition constitue une occasion d'évaluer cette expérience, lancée il y a quelques mois. Dans ce cadre, le ministre a précisé que « cette formule (inscription via la plateforme) s'inscrit dans le cadre de la modernisation de l'université, l'amélioration de ses performances et la diversification de ses sources de financement, à travers des contrats conclus entre les étudiants internationaux et les établissements universitaires, définissant en toute transparence les engagements réciproques des deux parties, en vue de bénéficier d'un enseignement et d'une recherche scientifique de qualité ».

Il a ajouté que cette formule vise également à « permettre à l'université algérienne de rivaliser avec les réseaux universitaires internationaux dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique », tout en offrant à ces étudiants la possibilité de travailler dans leurs pays d'origine, d'y transférer le savoir et d'être des ambassadeurs de l'Algérie dans leurs pays respectifs.

Pour sa part, le représentant du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Saadallah Kahal, a exprimé « l'engagement du ministère à accompagner les efforts de l'ensemble des institutions nationales, notamment le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, dans la mise en œuvre du programme « Study in Algeria », lequel vient s'ajouter « au programme de bourses accordées par l'Algérie aux étudiants étrangers, en particulier africains et arabes ».

TRANSPORTS LONGS TRAJETS DURANT LE RAMADHAN

Sogral renforce ses dessertes et réajuste les horaires de travail

La Société d'exploitation des gares routières d'Algérie (Sogral) a annoncé, hier, dans un communiqué, le renforcement des dessertes quotidiennes et l'ajustement des horaires de travail en prévision de l'avènement du mois de Ramadhan, afin de répondre à la demande croissante de transport terrestre de voyageurs durant cette période.

La société a précisé dans son communiqué qu'un programme spécial a été mis en place, prévoyant 2 170 dessertes supplémentaires cette semaine, afin de répondre à la demande croissante de transport terrestre de voyageurs avant le début du mois de Ramadhan.

Cette mesure intervient en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, vi-

sant à assurer le transport et à adapter le programme des dessertes aux besoins des citoyens durant cette période, a indiqué le communiqué. Dans ce cadre, Sogral, en coordination avec les directions des transports des wilayas et les entreprises de transport publiques et privées, a renforcé le programme des dessertes à travers les différentes wilayas du pays, tout en « ajustant les horaires de 1 050 dessertes quotidiennes, décalées vers l'après-midi et la nuit, afin d'éviter que les départs ne coïncident avec le moment de la rupture du jeûne ». La société a également mobilisé du personnel supplémentaire, notamment des agents d'entretien et de sécurité et des guichetiers, en veillant à adapter les horaires de travail au nouveau programme, pour assurer la continuité des services dans les gares.

Des correspondances ont en outre été envoyées aux commerçants opérant au niveau des gares afin d'assurer la disponibilité des services essentiels avant et après l'iftar, a précisé la même source, insistant également sur l'ouverture et l'aménagement d'espaces de prière 24h/24 à travers les différentes gares routières.

Dans une déclaration reprise par le communiqué, le P-DG de Sogral, Fares Tazarart, a souligné la nécessité d'étendre l'utilisation des mécanismes de numérisation pour faciliter l'acquisition des billets et le paiement électronique, invitant les voyageurs à opter pour les services numériques pour éviter les files d'attente devant les guichets.

Le responsable a aussi instruit les directeurs des gares d'intensifier la coordination avec les parties concernées par la sécurité routière, à l'effet

d'organiser des campagnes de sensibilisation sur la prévention des accidents de la route, avec la participation des services de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale et des associations spécialisées.

La société a, par ailleurs, annoncé l'organisation de 33 tables d'iftar à travers plusieurs gares routières, en coordination avec les associations de la société civile, les autorités locales et le Croissant-Rouge algérien, ainsi que des marchés de proximité et des expositions commerciales au niveau de ces espaces, qui accueilleront également des campagnes de don de sang, organisées en coordination avec les services de santé, et des campagnes de sensibilisation sur le jeûne en direction des personnes atteintes de maladies chroniques, avec la participation d'équipes médicales. ■

Marché financier

La COSOB lance la session de formation de la 13ème promotion des professionnels

FATIHA AMALOU.

«La session de formation de la treizième (13ème) promotion des professionnels du marché financier a été lancée. La cérémonie s'est déroulée en présence de Monsieur le Secrétaire Général de la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB), de Monsieur le Directeur Général de l'Institut de Formation Bancaire (IFB), ainsi que de Madame la Directrice Générale de la Bourse d'Alger», indique la COSOB dans sa page officielle facebook. Ce programme, qui s'étale sur une durée de cinq mois, vise à renforcer les compétences scientifiques et professionnelles des acteurs des secteurs financier, bancaire et des assurances, contribuant ainsi à la dynamisation du marché financier algérien. Le cursus prévoit également une visite sur terrain à la Bourse de Tunis, afin de permettre aux participants d'acquérir une expertise internationale et de s'enquérir des meilleures pratiques en matière d'organisation des marchés. Cette initiative intervient en application de l'accord de coopération conclu entre la COSOB et le Conseil du Marché Financier (CMF) de Tunisie, signé le 23 novembre 2024. La COSOB organise fréquemment des formations et journées d'étude pour renforcer la culture financière et le capital-investissement. Ces sessions visent les professionnels du marché,

La session de formation de la treizième (13ème) promotion des professionnels du marché financier a été lancée par la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB). Le cursus prévoit également une visite sur terrain à la Bourse de Tunis, afin de permettre aux participants d'acquérir une expertise internationale



les journalistes, et les étudiants, couvrant des thèmes comme le capital-risque, l'analyse financière, et les réglementations boursières. Les formations portent sur le capital-investissement, le «cycle de vie de l'investissement», l'évaluation d'entreprises, et les sanctions financières ciblées. Cadres de banques, intermédiaires en bourse, compagnies d'assurance, journalistes, et étudiants de l'École supérieure de

banque sont concernés et ce en collaboration avec l'Institut Algérien des Hautes Études Financières (IAHEF), le ministère de la communication, et des experts internationaux. Le but étant de développer les compétences des acteurs financiers, promouvoir la culture financière, et accompagner les réformes des marchés de capitaux. Ces initiatives s'inscrivent dans une démarche de modernisation et de transparence

du marché financier algérien. Aussi, les sessions de formation organisées par la COSOB sont cruciales pour renforcer les capacités des acteurs du marché financier, promouvoir la culture financière et accompagner les réformes économiques. Elles visent à professionnaliser les intervenants, sensibiliser aux mécanismes de financement alternatifs, et assurer la conformité aux normes réglementaires. La COSOB forme les acteurs du marché (cadres bancaires, intermédiaires) sur des techniques avancées, comme le capital-investissement, pour diversifier les sources de financement hors des modèles classiques. En ciblant les journalistes et les étudiants (ex: Ecole Supérieure de Banque), la COSOB vise à améliorer la compréhension du marché boursier et des instruments financiers par le grand public. Les sessions couvrent l'analyse des états financiers, essentielle pour la prise de décision, l'évaluation des actifs et la transparence. Les formations incluent la sensibilisation aux risques, à la conformité réglementaire (Lutte Anti-Blanchiment/Financement du Terrorisme - LAB/FT) pour protéger les investisseurs. La COSOB adopte de nouvelles technologies et intègre des normes internationales via des partenariats (ex: avec l'IAHEF, la CACI, ou des programmes internationaux). Ces formations sont un outil stratégique de la COSOB pour dynamiser le marché financier algérien et accompagner sa modernisation.

Algérie Poste

La mise à jour des données KYC sur la plateforme ECCP est obligatoire

Algérie Poste a confirmé aux utilisateurs de la plateforme ECCP que la mise à jour des données KYC (Connaissance du client) est une procédure obligatoire, conformément à la réglementation et à la législation en vigueur, notamment la loi 05-01 relative à la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, ainsi qu'aux normes internationales de vérification

d'identité des clients. Algérie poste a expliqué que cette procédure vise à mettre à jour les informations personnelles afin de renforcer l'identification des clients et de protéger leurs comptes et leurs transactions financières. Elle a souligné que le défaut de réalisation de cette procédure n'entraînera ni la fermeture ni le blocage des comptes. Elle a également assuré aux utilisateurs que les infor-

mations fournies restent confidentielles et ne sont utilisées que dans le cadre légal. L'exactitude des données saisies relève de la responsabilité du titulaire du compte. Pour plus d'informations, Algérie Poste invite ses clients à visionner la vidéo explicative relative à cette procédure, disponible à la fin de cet article. La plateforme ECCP d'Algérie Poste (<https://eccp.poste.dz/policy.html>) est un outil

numérique indispensable pour les titulaires de Comptes Courants Postaux (CCP), permettant de gérer en temps réel, à distance et en toute sécurité, leurs opérations financières, y compris la consultation de solde, le suivi du relevé détaillé, la commande de la carte Edahabia, et la souscription aux notifications SMS, simplifiant ainsi l'accès aux services postaux.

F.A.

Commerce extérieur

Elaboration d'un programme de participation à des foires internationales

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a présidé, dimanche à Alger, une rencontre avec plusieurs opérateurs économiques ayant conclu des contrats d'exportation lors de leur participation à des foires et manifestations économiques internationales à l'étranger, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du «suivi des résultats de la

participation algérienne aux manifestations économiques extérieures et de la valorisation des efforts consentis par les opérateurs économiques pour accéder aux marchés internationaux, dans le contexte des efforts visant à renforcer la présence des produits nationaux sur les marchés internationaux, notamment hors hydrocarbures», précise le communiqué. Lors de la réunion, le ministre a écouté des exposés présentés par les opérateurs écono-

miques sur la nature des contrats signés et les perspectives d'élargissement des opérations d'exportation, ainsi que sur les préoccupations liées à la logistique, au transport et aux procédures réglementaires relatives aux opérations d'exportation. A cette occasion, M. Rezig a affirmé que son département ministériel œuvre à l'accompagnement des exportateurs et à leur apporter les facilitations nécessaires, en application des orientations des hautes autori-

tés du pays visant à diversifier l'économie nationale, promouvoir les exportations et renforcer la compétitivité du produit local sur les marchés extérieurs. Le ministre a également insisté sur l'importance de tirer profit des foires et manifestations économiques internationales en tant que mécanismes d'ouverture de nouveaux marchés et d'établissement de partenariats commerciaux, mettant en avant le rôle des opérateurs économiques dans la concrétisation de la stratégie de l'Etat visant à faire de l'exportation un levier essentiel de la croissance économique. Il s'agit également de l'élaboration d'un programme de participation à des foires économiques internationales au cours de cette année, en vue de renforcer le positionnement des produits et services algériens sur les marchés extérieurs et d'ouvrir de nouvelles perspectives aux opérateurs économiques.

R.E.

Travaux publics

Plusieurs projets inspectés à Tébessa

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui a inspecté dimanche dans la wilaya de Tébessa plusieurs projets en cours d'entretien du réseau routier ainsi que le projet de la ligne ferroviaire minière Est. Après avoir suivi dans la commune de Bekkaria un exposé sur l'avancement des travaux du tronçon de voie ferrée à double voie de contournement entre Tenoukla et Tébessa sur 43 km dans le cadre du projet de la ligne ferroviaire minière Est, le ministre a insisté sur «l'impératif renforcement des chantiers en moyens humains et matériels pour assurer la réception du projet dans les délais contractuels», selon l'APS. M. Djellaoui a également inspecté le projet de tunnel ouvert au point kilométrique 24 et a ordonné d'établir un calendrier de travail précis de l'ensemble des ouvrages d'art en cours de réalisation et de remettre des rapports quotidiens sur l'avancement des travaux. A la quatrième étape de sa visite au niveau du point kilométrique 42, le ministre s'est enquis des chantiers de pose de la voie et ballastage sur 26 km et a exprimé sa satisfaction du rythme des travaux qui touchent à leur fin, appelant à passer à la vitesse maximale dans la réalisation de ce tronçon difficile de la ligne ferroviaire minière Est. Dans la commune de Safsaf El Ouesra, le ministre a présidé la mise en service du projet d'aménagement et de revêtement de la piste reliant le poste avancé Edhakara au barrage de Safsaf sur 10,3 km dans le cadre du désenclavement des régions frontalières. Au terme de sa visite, le ministre a inspecté les projets de réalisation de deux autoponts dans la commune de Boulhaf Dir par la Société algérienne des ponts et travaux d'art (Sapta) dont le premier a été terminé et le second devra être réceptionné dans les délais fixés pour assurer la fluidité du trafic dans la région.

R.E.

PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT DANS LE SECTEUR MÉDICAL

NESDA signe un accord de partenariat avec l'Université des Sciences de la Santé

FATIHA A.

La NESDA veut à travers cet accord encourager les étudiants et les jeunes diplômés à créer des micro-entreprises et à se lancer dans le monde des affaires. L'accord a pour objectifs de soutenir et renforcer le système national de santé en appuyant des projets contribuant à améliorer la qualité et l'accessibilité des services, permettre aux jeunes diplômés en médecine et en pharmacie de concrétiser leurs projets professionnels en créant des cliniques, des centres de santé, des pharmacies et des micro-entreprises dans le domaine de la santé et retenir et investir dans les talents nationaux en créant un environnement propice à l'entrepreneuriat, contribuant ainsi à valoriser l'expertise et à limiter la fuite des cerveaux.

«Ce partenariat permettra également d'étendre le réseau des Centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE) au sein des universités et d'organiser des programmes de formation et de sensibilisation à la création et à la gestion de micro-entreprises dans le secteur de la santé à destination des étudiants et des jeunes diplômés. Un partenariat stratégique qui renforce les liens entre l'université et le monde économique et contribue au développement national durable», a indiqué hier la NESDA dans sa page officielle facebook.

La NESDA joue un rôle crucial dans le secteur de la santé en favorisant l'innovation, la production locale de dispositifs médicaux et de services, réduisant ainsi la dépendance aux importations dans un secteur stratégique.

L'agence, à travers ses mécanismes de financement et d'accompagnement, encourage les jeunes por-

Un accord de partenariat et de coopération a été signé hier entre l'Agence Nationale d'Appui et de Développement de l'Entrepreneuriat (NESDA) et l'Université des Sciences de la Santé. Cet accord vise à promouvoir l'entrepreneuriat dans le secteur de la santé.



teurs de projets à créer des startups innovantes, notamment dans la santé numérique (e-santé), l'industrie pharmaceutique et les services médicaux de proximité. L'importance de l'entrepreneuriat de santé se traduit par l'introduction de technologies de pointe pour améliorer la qualité des soins, la substitution aux importations en encourageant la production locale et ce à travers le développement de micro-entreprises dans un secteur en forte demande.

La NESDA offre des formations en gestion, un accompagnement technique et un suivi post-lancement, essentiels pour la pérennité des projets. La collaboration entre la NESDA et les institutions spécialisées (comme l'ENST) vise à former une nouvelle génération d'entrepreneurs capables d'innover dans le secteur. Il faut reconnaître que l'entrepreneuriat dans le secteur de la santé en Algérie est en pleine mutation, stimulé par un budget sectoriel en hausse (plus de 7,5

milliards \$ en 2025) et une volonté de moderniser les soins. Il se caractérise par l'essor du secteur privé (cliniques spécialisées), la production locale de médicaments et le développement de startups innovantes (HealthTech) soutenues par des structures comme Algeria Venture. La NESDA propose des financements pouvant atteindre 10 millions de DA, ainsi que des accompagnements pour les projets en phase de création ou de croissance

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Saidal vise la certification du Système de Management Intégré (SMI)

Le Groupe Saidal annonce le maintien de la certification de son Système de Management de la Qualité, conformément à la norme ISO 9001 version 2015, suite à l'obtention du certificat actualisé n°021-DZ/2024 délivré par l'organisme de certification VERA CONFORMITÉ. «À cette occasion, le Groupe Saidal exprime sa profonde gratitude et félicite chaleureusement l'ensemble de ses collaborateurs et collaboratrices, tant au niveau central qu'opérationnel, pour leur contribution déterminante à l'atteinte de cet objectif stratégique», indique Saidal dans sa page officielle facebook. Le Groupe réaffirme son engagement à préserver les acquis liés à la certification ISO 9001:2015, tout en restant fidèle aux valeurs fondamentales inscrites dans sa politique qualité et dans l'engagement de sa di-

rection générale. Dans la continuité de cette dynamique, le Groupe Saidal poursuit son objectif d'amélioration continue, avec pour prochaine étape la certification du Système de Management Intégré (SMI), dont la phase de diagnostic est actuellement en cours. La certification ISO 9001:2015 du Groupe Saidal est une démarche stratégique majeure qui garantit la qualité de ses processus de production de médicaments, renforce la confiance des clients (patients et professionnels de santé) et confirme son engagement envers l'amélioration continue. Elle structure le management, assure la conformité aux normes internationales et soutient la compétitivité du leader pharmaceutique algérien. Elle permet d'identifier les axes d'amélioration, renforçant la performance globale et la gouvernance du groupe. Elle garantit une démarche

axée sur la satisfaction des clients et les besoins des patients algériens. Elle renforce également la réputation de l'entreprise, en la positionnant comme leader national et un partenaire de confiance. Le groupe vise donc le Système de Management Intégré (SMI), incluant la sécurité et l'environnement. Cette certification est un pilier pour la transformation de Saidal et la sécurisation de la production locale de médicaments. Le Groupe Saidal vise ce Système de Management Intégré (SMI) pour harmoniser la qualité (ISO 9001), la sécurité et l'environnement, renforçant ainsi la conformité de ses infrastructures et la souveraineté sanitaire. Ce projet stratégique vise à améliorer l'efficacité opérationnelle, satisfaire les parties prenantes et assurer une gestion durable des risques professionnels et environnementaux. Le SMI per-

met de regrouper la gestion de la qualité, de la sécurité et de l'environnement, réduisant les redondances et améliorant l'efficacité, tout en maintenant la conformité aux normes ISO. En intégrant ces normes, Saidal soutient sa production de médicaments, notamment les biosimilaires, répondant aux enjeux de santé publique algériens. Le SMI vise à améliorer l'image de marque, augmenter les parts de marché et garantir la conformité des infrastructures et des équipements. La démarche intègre le développement durable et assure des conditions de travail sûres pour les employés, prévenant les risques professionnels. Le groupe a officialisé le lancement de ce projet, dans la continuité de la certification ISO 9001, pour structurer ses activités de manière cohérente.

F.A.

échanges d'expertise

Sonelgaz renforce sa coopération énergétique avec le Mozambique

Le PDG de Sonelgaz Engineering a effectué une visite de travail en République du Mozambique afin de renforcer la coopération africaine et de consolider les partenariats Sud-Sud, conformément aux orientations stratégiques de l'Algérie dans le secteur de l'électricité. L'objectif principal était de soutenir et de développer l'expertise algérienne et de transférer les savoir-faire techniques en matière de production d'électricité et d'ingénierie énergétique.

Selon un communiqué de l'entreprise, la délégation a débuté sa mission par une réunion technique approfondie avec les autorités mozambicaines afin d'examiner les moyens de renforcer la coopération et d'échanger des expertises, ainsi que d'analyser les aspects techniques et réglementaires du secteur. La délégation s'est également rendue au port de Maputo pour examiner les aspects logistiques des opérations techniques et la coordination avec les partenaires locaux, dans le but d'assurer une performance optimale et une organisation sans faille.

La mission comprenait également la visite d'une centrale électrique mise en service en 2018, offrant ainsi l'opportunité d'échanger des points de vue techniques et d'observer le fonctionnement des installations énergétiques sur le terrain. Cette visite témoigne du rôle central de Sonelgaz dans la mise en œuvre de la politique énergétique nationale algérienne au-delà des frontières de l'Algérie, grâce à l'exportation de l'expertise algérienne et au renforcement de sa présence en tant qu'acteur énergétique africain contribuant à la sécurité énergétique et au développement durable du continent.

Sonelgaz accélère fortement sa présence en Afrique, concrétisant son expansion internationale par des projets d'exportation de matériel, d'ingénierie et d'interconnexion électrique. Le groupe cible l'Afrique de l'Ouest (Niger, Sénégal, Guinée-Bissau, Gambie, Cap-Vert, Bénin) et la Libye, soutenu par 28 mémorandums signés avec 18 pays africains. La présence de Sonelgaz en Afrique est stratégique pour l'Algérie, renforçant son rôle de leader énergétique, diversifiant ses exportations hors hydrocarbures et consolidant la coopération Sud-Sud.

Sonelgaz mise sur l'exportation de services, de matériel (compteurs, équipements) et de savoir-faire technique, en conformité avec la stratégie de développement industriel à l'horizon 2030. Cette expansion soutient la diplomatie économique algérienne en Afrique, renforçant les liens de fraternité et la coopération, particulièrement dans la région du Sahel et de l'Ouest. Sonelgaz partage son expérience dans le développement des énergies propres et le solaire photovoltaïque, crucial pour le développement durable du continent.

F.A.

Expansion agricole à Mascara

Plus de 2 900 hectares dédiés aux légumineuses

Pour cette saison, plus de 1.900 hectares sont consacrés aux petits pois verts et secs, 730 hectares aux fèves vertes et plus de 200 hectares aux fèves sèches, alors que 50 hectares sont consacrés aux pois chiches et 1,5 hectare aux lentilles, a détaillé le DSA.

La wilaya de Mascara a consacré une superficie de 2.940 hectares de terres à la culture des légumineuses au titre de la campagne agricole 2025-2026, a indiqué, dimanche, la direction des Services agricoles (DSA). La même source a précisé que la superficie réservée à la production des légumineuses, cette saison, dont l'exploitation a débuté récemment, a connu «une hausse» par rapport à la campagne agricole précédente, durant laquelle plus de 1.900 hectares avaient été cultivés. Cette augmentation est attribuée à l'adhésion d'«un grand nombre» d'agriculteurs au programme de culture des légumineuses élaboré par la DSA pour

la campagne agricole en cours, a-t-on expliqué de même source. Pour cette saison, plus de 1.900 hectares sont consacrés aux petits pois verts et secs, 730 hectares aux fèves vertes et plus de 200 hectares aux fèves sèches, alors que 50 hectares sont consacrés aux pois chiches et 1,5 hectare aux lentilles, a détaillé le DSA. La culture des légumineuses dans la wilaya est principalement concentrée dans les communes de Ghriss, Zelamta, Oued-Taria et Ghriss, selon la même source. Par ailleurs, dans le cadre du développement de la filière des légumineuses dans la wilaya, la DSA, en coordination avec la Chambre d'agriculture de wilaya, a lancé un programme spécifique comprenant

des visites de terrain de sensibilisation au profit des agriculteurs, afin d'expliquer les mécanismes de soutien mis en place par l'Etat pour promouvoir cette filière, notamment l'aide à l'acquisition de semences. Ce programme, qui se poursuivra jusqu'au début de la prochaine campagne agricole 2026-2027,, prévoit également l'organisation de rencontres de formation et d'orientation avec les producteurs de légumes secs en vue d'améliorer la qualité des récoltes. Lors de la précédente campagne agricole (2024-2025), la wilaya de Mascara a enregistré une production dépassant 28.300 quintaux de légumineuses, rappelle-t-on.



ORAN
5.000 logements publics locatifs en cours de rélaisation

Plus de 5.000 logements de type public locatif sont actuellement en cours de rélaisation dans 15 communes de la wilaya d'Oran, sous la supervision de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), ont indiqué, dimanche, les services de la wilaya. Le directeur général de l'OPGI, Yahiaoui Salem, a souligné, lors d'une réunion de coordination tenue, hier soir, sous la présidence du wali d'Oran, Brahim Ouchane, en présence des directeurs de l'exécutif, que parmi ces projets en cours figurent 4.000 logements publics locatifs inscrits au programme 2024, répartis sur 10 projets, ainsi que 880 logements relevant du programme 2023 et 160 autres unités issues de programmes antérieurs. Il a ajouté que les travaux avancent à un rythme satisfaisant, avec des taux d'avancement variables, et que des instructions ont été données aux entreprises de réalisation pour renforcer les chantiers et accélérer la cadence, afin d'assurer la livraison des logements dans les délais impartis. Le directeur général de l'OPGI a également fait état de la réception de 3.580 logements publics locatifs durant l'année en cours. Par ailleurs, l'Agence foncière de wilaya d'Oran supervise la réalisation de 847 logements de type promotionnel aidé. Lors de cette réunion, M. Ouchane a insisté sur la nécessité de poursuivre les efforts pour garantir la livraison des logements dans les délais fixés, tout en assurant un suivi rigoureux de l'avancement des travaux, selon la même source. Un bilan de l'exécution des programmes de développement pour l'année en cours a également été présenté par la Direction de la programmation et du suivi budgétaire, sachant que la wilaya d'Oran a bénéficié d'un financement dépassant 20 milliards de dinars pour l'inscription de 131 opérations réparties sur différents secteurs.

JUMELAGE INTER-HÔPITAUX À EL-OUED

Réalisation de treize poses d'implants cochléaire

Treize interventions chirurgicales de pose d'implants cochléaires ont été effectuées sur des enfants malentendants, dans le

cadre d'un jumelage entre l'établissement public hospitalier EPH-Benamar Djilani (El-Oued) et le Centre hospitalo-universitaire CHU-Khelil Amrane (Bejaia), a-t-on appris dimanche des organisateurs. Effectuées sur des enfants âgés d'un mois à six (6) ans, ces opérations délicates, entrant dans le cadre des efforts du service d'ORL (oto-rhino-laryngologie) de l'EPH d'El-Oued, interviennent en application des recommandations du ministère de tutelle portant amélioration des prestations médico-chirurgicales, a indiqué le directeur de l'EPH d'El-Oued, Djamel Laâmour. Ces interventions ont été menées trois jours durant sur des enfants présentant une déficience auditive, par une équipe médicale composée de quatre

(4) spécialistes en ORL et trois (3) anesthésistes-réanimateurs, assistés de paramédicaux, sous la conduite du Pr. Mustapha Sellami, chef de service ORL au CHU de Bejaia. Des moyens et équipements médicaux modernes ont été mobilisés pour la réussite de cette action qui sera renouvelée pour profiter à un plus grand nombre de malades et leur épargner les déplacements vers les CHU dans d'autres wilayas, a souligné M. Laâmour. Le programme de ce jumelage a comporté, en parallèle, une session de formation et d'échange d'expériences médicales en direction des équipes médicales et paramédicales locales, encadrée par le Pr. Sellami, sur des thèmes en rapport avec la spécialité ORL.

MÉDECINS GÉNÉRALISTES DU CHU DE CONSTANTINE

Programme de formation continue en oncologie médicale

Un programme de formation continue en oncologie médicale ciblant des médecins généralistes du centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr. Benbadis de Constantine, sera entamé prochainement, a-t-on appris dimanche auprès du Directeur général de cet établissement de santé, Kaci Kaci. Des sessions de formation seront programmées dans le cadre du plan d'actions 2026, tracé par les services de cette structure de santé pour toucher des médecins généralistes relevant des services médicaux du CHU, concernés par la prise en charge des malades atteints du cancer, a déclaré à l'APS le même responsable, en marge de la célébration de la Journée internationale du cancer de l'enfant (15 fé-



vrier de chaque année). Des ateliers d'information sur les avancées médicales dans la lutte contre le cancer et autour des principes thérapeutiques et parcours de soins en oncologie à l'instar de l'oncologie pédiatrique figurent au programme qui vise à promouvoir la formation médicale continue, consolider la qualité des traitements médicamenteux, dynamiser et stimuler la recherche dans ce domaine et à échanger les connaissances et les expériences entre les participants, a-t-il noté. La formation qui sera encadrée par des spécialistes et des médecins versés dans les traitements par radiothérapie et chimiothérapie, permettra aux médecins généralistes de se familiariser avec les nouvelles techniques de prise en charge de cette maladie, notamment en matière de diagnostic, a-t-on indiqué.

RENFORCEMENT DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Plusieurs projets à Bouira

Une série de projets a été réalisée pour un coût global de 260 millions de dinars, pour renforcer le réseau électrique à travers plusieurs communes de la wilaya de Bouira, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). «La réalisation de plusieurs projets pour un coût global de 260 millions de DA, visait à renforcer le réseau électrique afin d'assurer un approvisionnement continu et stable à travers plusieurs communes de la wilaya », a fait savoir Mme Widad Benyoucef, responsable à la direction de distribution. Ces projets ont été réalisés sur les fonds propres de la direction de distribution pour renforcer le réseau électrique existant et afin d'«assurer une meilleure qualité et continuité du service », a encore expliqué Mme Benyoucef à l'APS. Il s'agit de 11 postes transformateurs et de 21 km de lignes électriques en basse et moyenne tension, selon les détails fournis par la même responsable. Les nouvelles infrastructures énergétiques ont été mises en service au niveau de plusieurs communes de la wilaya comme Lakhdaria, Aghbalou, Kadiria, M'Chedallah, El Adjiba, Maâmoura, Ath Laksar, Chorfa, Souk Lakhmis, Ath Laâziz, Ain Bessem, El Hakimia, Bir Gbhalou et Bouderbala. Grâce à ces importantes réalisations, la direction de distribution assurera un approvisionnement électrique «de meilleure qualité» à ses clients, leur permettant de passer le mois sacré de Ramadhan 2026 en toute tranquillité en matière de la desserte électrique, est-il conclu.

Fientes d'oiseaux

Un fertilisant naturel pour l'agriculture

PAR AMEL B.

Les fientes de pigeons, comme celles

d'autres oiseaux granivores, ne sont pas de simples déchets : elles constituent un apport organique extrêmement riche, capable de stimuler efficacement la croissance des plantes. Leur particularité réside dans leur forte teneur en azote, principalement sous forme d'urate et d'ammoniaque, un nutriment clé pour la reprise végétative au printemps. Les agronomes soulignent que cet azote favorise un développement rapide et vigoureux du feuillage, essentiel pour les cultures potagères exigeantes. Elles contiennent également du phosphore et du potassium, deux autres macronutriments indispensables à la croissance des racines, à la floraison et à la résistance des plantes, même si ces éléments sont présents en quantité légèrement inférieure à celle que l'on retrouve dans les fientes de volailles domestiques comme les poules.

Au-delà des macronutriments, les fientes apportent aussi des oligoéléments, des acides uriques et de la matière organique, favorisant l'activité microbienne du sol. Cette microflore est essentielle pour transformer les éléments nutritifs en formes assimilables par les plantes et pour améliorer la structure du sol. Bien compostées, les fientes peuvent ainsi enrichir la teneur en humus, augmenter la capacité de rétention d'eau et renforcer la fertilité globale du potager. Selon des experts en fertilisation organique, leur utilisation de façon raisonnable permet non seulement de réduire le recours aux engrais chimiques, mais aussi de participer à une agriculture durable et circulaire, où les ressources locales sont valorisées plutôt que gaspillées. Cependant, ils insistent sur la nécessité de composter correctement ces fientes avant épandage afin d'éliminer les pathogènes et de stabiliser les nutriments, évitant ainsi les risques de brûlure des plantes ou de déséquilibre du sol.

En agriculture biologique, où les engrais chimiques de synthèse sont

Longtemps considérées comme une nuisance en milieu urbain, les fientes de pigeons – comme celles des volailles en général – sont en réalité un engrais organique très concentré, particulièrement riche en azote. À la différence du fumier bovin, souvent classé comme amendement organique (car il améliore surtout la structure du sol), les fientes aviaires sont suffisamment riches pour être considérées comme un véritable fertilisant.



nuisibles, ces fientes compostées constituent une alternative précieuse. Elles permettent de nourrir les sols tout en stimulant l'activité microbienne et en renforçant la matière organique. « Bien gérées, elles participent pleinement à l'économie circulaire agricole », soulignent les experts, rappelant qu'elles transforment un résidu en ressource productive.

En somme, les fientes peuvent devenir un trésor pour le jardinier ou l'agriculteur, à condition d'être utilisé intelligemment et avec précaution. En effet, trop riches, mal compostées ou mal dosées, les fientes

peuvent brûler les racines, provoquer un excès de feuillage et déséquilibrer les cultures. Les agronomes recommandent un compostage préalable afin d'éliminer les agents pathogènes et de stabiliser les nutriments. L'épandage, généralement conseillé à l'automne, doit rester modéré. Ainsi, si sur les balcons ou les trottoirs, elles sont synonymes de saleté et d'agacement, dans les champs, les fientes d'oiseaux – notamment celles des pigeons et des volailles – représentent un fertilisant naturel puissant, recherché pour sa richesse en éléments nutritifs. Longtemps per-

çues comme un simple déchet, elles s'imposent aujourd'hui comme une ressource agricole à part entière, à condition d'être utilisées avec rigueur. Selon les références techniques publiées par l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, les déjections de volailles figurent parmi les fertilisants organiques les plus concentrés utilisés dans le monde agricole. Leur teneur en azote peut dépasser largement celle des fumiers traditionnels, ce qui explique leur impact rapide et durable sur la croissance des cultures.

A.B

TDAH

Mieux comprendre le trouble du déficit de l'attention

Le trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH), ou trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité, touche environ 5 à 7 % des enfants dans le monde et persiste parfois à l'âge adulte. Souvent mal compris, il est parfois confondu avec de la paresse, de l'indiscipline ou un simple tempérament agité. Pourtant, il s'agit d'un trouble neurodéveloppemental reconnu, qui affecte la concentration, l'impulsivité et la régulation de l'énergie. Une Journée de formation et de sensibilisation sur le a été organisée, dimanche à Alger, sur le TDAH par l'Institut national de la santé publique (INSP) afin d'assurer une prise en charge optimale des enfants atteints de ce trouble. Destinée notamment aux médecins spécialistes en neurologie pédiatrique et pédopsychiatrie, ainsi qu'aux psychologues et orthophonistes, cette rencontre vise à sensibiliser à ce trouble et à fournir les connaissances nécessaires pour assurer une prise en charge efficace des enfants atteints et, par conséquent, réduire leur souffrance ainsi que celle des parents. Dans son intervention à l'ouverture de la rencontre, le Directeur général de l'INSP, Abderrezak Bouamra, a indiqué que cette initiative « contribue à combler l'écart cognitif lié au TDAH ». « La non-reconnaissance précoce du TDAH et une prise en charge inadaptée, risquent d'aggraver la souffrance de l'enfant et d'impacter son entourage, notamment en milieu scolaire », a-t-il souligné. Pour M. Bouamra, une prise en charge optimale nécessite une « coordination rigoureuse entre les différents spécialistes », insistant aussi sur l'importance du « triangle de soutien » composé des parents, des professionnels de l'Education et ceux de la santé. Il a également souligné que la conjugaison des efforts des différents intervenants permettra de détecter les signes d'alerte, d'orienter l'enfant vers des spécialistes et consolider l'accompagnement familial.

Lutte contre le paludisme

Appel à une action décisive en Afrique

Les dirigeants africains ont lancé un appel urgent à une action décisive et au financement pour faire face au paludisme et œuvrer à son élimination sur le continent. En marge du 39e sommet de l'Union africaine (UA) qui se tient (14 et 15 février) à Addis-Abeba, l'UA et l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme (ALMA), ont signalé samedi que le continent représentait 96 % des cas de palu-

disme dans le monde et 97 % des décès liés à cette maladie.

Les progrès de l'Afrique dans la lutte contre le paludisme stagnent depuis 2015, ont-ils déploré.

« Depuis des décennies, nous luttons contre le fléau du paludisme et nous avons sauvé des millions de vies », a déclaré Duma Boko, président du Botswana et président de l'ALMA. « Cependant, les progrès restent au point mort et le continent ne peut se permettre de tarder à

agir ». Boko a déclaré qu'en 2024, l'Afrique a enregistré environ 270 millions de cas et près de 600 000 décès, avertissant qu'une conjonction de menaces met désormais en péril les systèmes de santé. Il a souligné que les perturbations des financements bilatéraux et le non-respect des engagements ont créé des déficits soudains, contraignant les pays à réduire leurs subventions. « Si nous laissons perdurer une réduction de 30 % des financements

alloués à la lutte contre le paludisme, nos modèles prévoient 397 000 décès supplémentaires d'ici 2030 », a déclaré Boko.

« Nous risquons également de perdre 37 milliards de dollars de PIB, un coup dur pour notre transformation économique que nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre ». Il a souligné que l'Afrique devait prendre l'initiative de la lutte en élaborant des plans de financement durables.

« Nous devons traiter le paludisme non pas comme un simple problème de santé courant, mais comme un pilier central de notre souveraineté sanitaire », a-t-il ajouté. Fondée en 2009, l'ALMA est une coalition novatrice de chefs d'Etat et de gouvernement africains travaillant au-delà des frontières, avec un objectif commun : parvenir à une Afrique sans paludisme d'ici 2030 grâce à une action coordonnée et à la responsabilisation.

TEMPÊTE NILS EN ESPAGNE TROIS BLESSÉS GRAVES EN CATALOGNE

La tempête Nils, qui balaie jeudi le nord et le nord-est de l'Espagne avec des rafales de vent « exceptionnelles », a fait trois blessés graves en Catalogne, ont indiqué les autorités.

Ce nouvel épisode climatique intervient quelques jours à peine après le passage des dépressions Leonardo et Marta, qui ont provoqué des inondations impressionnantes et l'évacuation de plusieurs milliers de personnes en Andalousie (sud).

L'Espagne, mais aussi le Portugal, également touché par cette tempête Nils, sont en première ligne du dérèglement climatique en Europe et subissent des vagues de chaleur de plus en plus longues et des épisodes de fortes pluies de plus en plus fréquents et intenses.

La Protection civile de Catalogne (nord-est) a indiqué, dans un communiqué, que deux personnes étaient « dans un état grave », une autre « dans un état critique », en plus de « 86 (qui) ont eu besoin d'une assistance médicale ».

La directrice de l'agence météorologique de Catalogne, Sarai Sarroca, avait, pour sa part, qualifié plus tôt d'« exceptionnel » cet épisode de vents violents dans la zone de Barcelone et sa banlieue.

Les rafales enregistrées ont provoqué l'annulation de plus d'une centaine de vols à l'aéroport de Barcelone-El Prat, selon l'entreprise gestionnaire des Aéroports (Aena), et le trafic ferroviaire est également perturbé.

La tempête Nils est déjà la huitième à balayer la péninsule ibérique depuis le début de l'année, un record depuis le début des relevés de ce type en 2018 par l'agence météorologique espagnole (Aemet).

NUCLÉAIRE IRANIEN REPRISE DES POURPARLERS USA-IRAN LA SEMAINE PROCHAINE À GENÈVE

Les pourparlers entre l'Iran et les Etats-Unis, concernant le programme nucléaire iranien, reprendront la semaine prochaine à Genève, sous la médiation du Sultanat d'Oman, a indiqué samedi un porte-parole du ministère suisse des Affaires étrangères. Un nouveau round des pourparlers entre l'Iran et les Etats-Unis sont prévus à Genève la semaine prochaine sous la médiation du Sultanat d'Oman, a déclaré le porte-parole aux médias.

L'Iran et les Etats-Unis ont repris les pourparlers sous la médiation du Sultanat d'Oman, en vue de surmonter leurs profondes divergences, notamment celles liées au programme nucléaire iranien. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a affirmé, mercredi, que « son pays privilégie la voie diplomatique et souhaite parvenir à un accord « juste et équilibré » avec les Etats-Unis, concernant son programme nucléaire ».

Dans une publication sur son compte officiel sur les réseaux sociaux, il a déclaré qu'« un accord sur le programme nucléaire pacifique est possible », à condition qu'il soit « juste et équilibré ».

Intempéries au Portugal

Inspection des infrastructures routières et ferroviaires

Le Portugal est frappé depuis plus de deux semaines par des précipitations exceptionnelles, après des intempéries meurtrières ayant causé d'importants dégâts. Le Laboratoire national de génie civil (LNEC) a été chargé de réaliser « en priorité » cette inspection sur les différentes infrastructures « présentant ou non des problèmes visibles », selon un décret publié mercredi et repris par des médias



Le gouvernement portugais a ordonné une évaluation des principales infrastructures routières et ferroviaires après les tempêtes successives ayant frappé le pays depuis deux semaines et qui ont provoqué mercredi l'effondrement partiel d'un tronçon sur la principale autoroute du pays reliant Lisbonne à Porto, ont rapporté jeudi des médias locaux. Le Laboratoire national de génie civil (LNEC) a été chargé de réa-

liser « en priorité » cette inspection sur les différentes infrastructures « présentant ou non des problèmes visibles », selon un décret publié mercredi et repris par des médias. Des images aériennes diffusées jeudi par les télévisions portugaises révèlent les dégâts causés par la rupture d'une digue du fleuve Mondego, près de Coimbra (centre), qui a entraîné l'effondrement partiel mercredi soir d'un tronçon de l'autoroute A1 à l'extrémité d'un viaduc, sous l'effet d'un débit

d'eau exceptionnel. La circulation à ce niveau de l'autoroute avait été coupée préventivement quelques heures plus tôt. Les travaux de réparation pourraient prendre plusieurs semaines, a prévenu le ministre des Infrastructures Miguel Pinto Luz. Le Portugal est frappé depuis plus de deux semaines par des précipitations exceptionnelles, après des intempéries meurtrières ayant causé d'importants dégâts. Le pays restait jeudi en alerte face aux risques

de crues et d'inondations, notamment dans la nuit de jeudi à vendredi, en raison des fortes pluies, a indiqué le commandant national de la protection civile, Mario Silvestre, lors d'une conférence de presse. En raison de l'état d'alerte du pays, le gouvernement du Premier ministre Luis Montenegro, qui devait expliquer l'action du gouvernement face à cette crise lors d'un débat au Parlement vendredi matin, a demandé un nouveau report.

FRAPPE DE DRONE DES FSR AU SOUDAN 3 morts et 7 blessés contre un hôpital dans l'État de Sennar

Une frappe de drone menée par les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) a fait trois morts et sept blessés dimanche soir à l'hôpital Al-Mazmoum, dans le sud-est de l'État de Sennar, au Soudan, a rapporté lundi matin le Réseau des médecins sou-

danais. Dans un communiqué, le groupe médical précise qu'un drone des FSR a ciblé l'établissement en soirée, causant la mort de trois personnes et blessant sept autres, dont un membre du personnel médical. Par ailleurs, l'organisation souligne que « cibler des structures de santé constitue une violation flagrante du droit international, qui interdit les attaques contre les centres médicaux et les soignants ». De plus, de tels incidents « aggravent la souffrance des civils et privent les habitants d'un accès aux soins », ajoute le réseau, tenant la direction des FSR « pleinement responsable » de l'attaque contre l'hôpital. Pour l'heure, les FSR n'ont pas réagi à ces accusations. Depuis le début du conflit, les autorités soudanaises ainsi que plusieurs organisations de défense des droits humains accusent les FSR de viser des infrastructures civiles. Le groupe paramilitaire n'a pas répondu pu-

bliquement à ces allégations et affirme « œuvrer à la protection des civils ».

De son côté, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a averti le 10 février que le système de santé soudanais est de nouveau pris pour cible, après des attaques contre trois structures médicales dans l'État du Kordofan du Sud au cours de la première semaine du mois. En outre, de violents combats secouent les trois États du Kordofan, Nord, Ouest et Sud, depuis octobre 2025, alors que les affrontements se poursuivent entre l'armée soudanaise et les FSR. Les FSR affrontent l'armée soudanaise depuis avril 2023 sur fond de désaccords liés à l'intégration des deux forces. Le conflit a déclenché l'une des pires crises alimentaires au monde, fait des dizaines de milliers de morts et provoqué le déplacement d'environ 13 millions de personnes.

BRÉSIL

Au moins 2 morts et 7 disparus dans le naufrage d'un bateau

Au moins deux personnes ont péri et sept sont portées disparues après le naufrage d'un bateau rapide près de Manaus, la capitale de l'Etat brésilien d'Amazonas, ont rapporté samedi les autorités locales. Le navire, qui voyageait de Manaus à Nova Olinda do Norte, a sombré dans la zone de confluence des rivières Negro et Solimões. Un total de 71 personnes ont été secourues par un bateau de passage et emmenées à Manaus où elles ont bénéficié d'une assistance médicale et sociale. Les victimes sont une femme de 22 ans et une fillette âgée d'environ trois ans. Quatre survivants ont été hospitalisés, dont deux restent dans un état stable, tandis que deux autres ont pu sortir de l'hôpital. L'exploitant du bateau a été arrêté et une enquête a été ouverte sur les causes de l'accident. Des opérations de recherche et de sauvetage impliquant des plongeurs et plusieurs agences sont toujours en cours.

Coupe de la CAF (6e journée)

Mission accomplie pour le Chabab

Le CR Belouizdad a validé son objectif en s'imposant face à l'AS Otoho (2-1), dimanche soir au stade Nelson Mandela, à l'occasion de la sixième et dernière journée de la phase de groupes de la Coupe de la CAF. Un succès capital qui permet aux Rouge et Blanc de conserver la tête du groupe C avec 15 points et de décrocher, avec maîtrise, leur qualification pour les quarts de finale.

Conscients de l'enjeu et désireux de sécuriser leur première place, les Belouizdadiens ont affiché d'emblée leurs intentions. Les hommes de Said Ramovic ont imposé un pressing intense et un tempo élevé dès l'entame, étouffant leur adversaire. Cette entame convaincante a été concrétisée à la 14e minute par Abdennour Belhocini, qui a repris de la tête un centre précis de Naoufel Khacef pour ouvrir le score et installer la domination du CRB. Sereins dans la gestion du jeu et rigoureux sur le plan tactique, les Rouge et Blanc ont continué à faire circuler le ballon avec intelligence, tout en restant menaçants dans la zone adverse. Leur supériorité a été confirmée juste avant la pause, lorsque Farid El Mellali a doublé la mise à la 44e minute, à la conclusion d'une belle action initiée par Abderraouf Benguit, permettant au CRB de rejoindre les vestiaires avec un avantage confortable (2-0). Au retour des vestiaires, l'AS Otoho a tenté de renverser la tendance en se projetant davantage vers l'avant. Plus entreprenants, les Congolais ont été récompensés à la 68e minute par un but de Bandiougou Diallo, réduisant l'écart. Néanmoins, ce sursaut est intervenu trop tard pour remettre réellement en cause la victoire du Chabab, qui a su faire preuve de solidité défensive et de maturité dans la gestion des der-

nières minutes.

Grâce à ce succès, le CRB termine en leader du groupe C, devant l'AS Otoho (9 points). De leur côté, le FC Stellenbosch et les Singida Black Stars quittent la compétition après leur match nul (0-0). Les deux tickets qualificatifs pour les quarts de finale étaient déjà promis au CRB et à Otoho avant cette ultime journée.

Ramovic : «Il faudra poursuivre sur cette dynamique»

Au terme de la rencontre, l'entraîneur du CRB n'a pas caché sa satisfaction. «La qualification est méritée pour notre équipe, qui a réalisé une phase de groupes solide. Je félicite le staff, les joueurs, les dirigeants ainsi que tous ceux qui nous ont soutenus», a-t-il affirmé, avant d'analyser le déroulement du match: «Nous avons dominé face à une équipe qui, au départ, refusait de jouer et se contentait de défendre, avant de sortir progressivement de sa zone.»

Le technicien a également appelé à la continuité: «Il faudra poursuivre sur cette dynamique afin d'obtenir de meilleurs résultats lors de la suite de la compétition.» Enfin, Ramovic a tenu à adresser un message d'apaisement aux supporters: «Je m'excuse auprès d'eux. Mon rôle est de faire mon travail, pas d'entrer en conflit avec qui que ce soit.» Avec cette qualification maîtrisée et une première place méritée, le CR Belouizdad confirme son statut et aborde les quarts de finale avec ambition, confiance et détermination.

H.M.



ES Sétif

Lotfi Amrouche remplace Sredojevi

Le technicien algérien Lotfi Amrouche, est devenu le nouvel entraîneur de l'ES Sétif, en remplacement du Serbe Milutin Sredojevi ? dit «Micho», dont le contrat a été résilié à l'amiable, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis, dimanche dans un communiqué. «Sur proposition du directeur sportif et à sa demande, la direction de l'ES Sétif annonce la résiliation à l'amiable du contrat avec l'entraîneur serbe Milutin Sredojevi ? ainsi que son staff technique. La direction a nommé Lotfi Amrouche et son staff jusqu'à la fin de la saison», indique le club. Ce changement à la barre technique de l'Entente, intervient 48 heures après la défaite concédée vendredi en déplacement, dans le derby de l'Est face au CS Constantine (2-0), en ouverture de la 19e journée du championnat. «La direction du club souhaite plein succès au nouveau staff afin de remettre l'équipe sur le chemin des victoires», ajoute le communiqué, tout en adressant ses remerciements à l'entraîneur sortant et à son staff pour le travail accompli. Lotfi Amrouche (47 ans) est le quatrième entraîneur de l'ESS depuis le début de l'exercice, après Allemand Antoine Hey, Taoufik Rouabah, et Micho.

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE

Le MCA s'excuse auprès de ses fans après l'élimination

Après la défaite concédée à Pretoria face aux Sud-Africains de Mamelodi Sundowns (2-0), en clôture de la phase de groupes de la Ligue des Champions africaine, synonyme d'élimination, la direction du MC Alger a tenu à présenter ses excuses aux supporters, dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux. «La direction du MCA présente ses sincères excuses à ses fidèles supporters, notamment à ceux qui ont fait le déplacement jusqu'en Afrique du Sud pour soutenir l'équipe malgré les difficultés du voyage vers Pretoria», écrit le club, revenant sur la défaite et la sortie prématurée de la compétition continentale. Le «Doyen» n'avait besoin que d'un seul point pour valider sa qualification aux quarts de finale, s'est heurté à une solide formation de Sundowns qui s'est qualifiée à la deuxième place avec 9 points, derrière le leader, Al-Hilal SC du Soudan (11 points), vainqueur à domicile face aux Congolais de St-Eloi Lupopo (1-0). «La déception ressentie par tous est également la

notre, que ce soit au niveau de la direction, du staff technique ou des joueurs. Le Mouloudia, par son public, son histoire et son prestige, est fait pour viser les premiers rôles. Nous savons que nos supporters attendaient mieux et ils ont le droit d'être en colère. Il est de notre devoir d'assumer la responsabilité de cet échec», ajoute le communiqué. Le club algérois souligne également les exigences élevées de la Ligue des Champions, estimant que cette compétition «exige davantage d'expérience et un redoublement d'efforts à tous les niveaux», tout en appelant à l'union autour du club.

La JSK termine sur une défaite

La JS Kabylie, l'un des deux représentants algériens en Ligue des Champions d'Afrique de football, déjà éliminée, a bouclé la phase de groupes, en s'inclinant face aux Tanzaniens de Young Africans 3-0 (mi-temps : 1-0), dimanche au stade Amaan à Zanzibar, lors de la 6e et dernière jour-

née (Gr.B). Les locaux ont trouvé la faille peu avant la pause, sur un penalty transformé par l'attaquant international angolais Depu (36e). En seconde période, la JSK a sombré en encaissant deux buts dans l'espace de trois minutes seulement. Les Tanzaniens ont fait le break, de nouveau grâce à Depu (63e), qui signe un doublé, avant que ce dernier n'offre la balle du troisième mais à Boka (66e). L'entraîneur allemand des «Canaris», Josef Zinnbauer, a dû faire avec l'absence de trois cadres : le portier Hadid, le défenseur Benchaâ, et le milieu offensif Boudebouz.



Bundesliga

Amoura inscrit un but fabuleux

Si il ne réalise pas la meilleure saison de sa carrière, Mohamed Amine Amoura reste un joueur au dessus du lot en Allemagne. Au sortir d'une CAN plutôt moyenne et à l'approche de la Coupe du Monde, Mohamed Amine Amoura (25 ans) veut retrouver des couleurs avec Wolfsburg. Si sa blessure à l'épaule ne lui permet pas d'exploiter la totalité de ses capacités, il peut néanmoins se targuer d'avoir des statistiques très correctes en Bundesliga avec 8 buts et 2 passes décisives en 19 rencontres. Du huitième but justement, il aura été question aujourd'hui. En déplacement sur le terrain du RB Leipzig, 5ème et candidat à la Ligue des Champions, Amoura aura ouvert le score d'une superbe frappe absolument impeccable pour le gardien adverse. Malheureusement pour l'Algérien, qui laissera ses partenaires à la 84ème minute alors que les Wolves menaient 1-2, Leipzig finira par égaliser et obtenir le point du nul. Wolfsburg est toujours en grand danger avec 20 points et une place de premier relégable tandis que deux de ses trois poursuivants en comptent respectivement 19 et 17.

CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE DE JUDO INDIVIDUEL/ SENIORS

Le club Ouled El-Bahia triomphe

Le club Ouled El Bahia d'Oran est sacré Champion d'Algérie de judo, devant le MC Alger et l'USM Alger, à l'issue du Championnat national individuel seniors, clôturé samedi soir à la salle omnisports du Complexe Olympique «Miloud Hadebi» d'Oran. La formation oranaise d'Ouled El Bahia a terminé la compétition avec un total de 10 médailles : 4 or et 6 bronze, devançant le Mouloudia d'Alger (3 or, 8 argent et 9 bronze), au moment où l'USM Alger a pris la troisième place avec 2 or, 3 argent et 2 bronze. L'entraîneur national Lyes Saker a estimé que le niveau de la compétition était très élevé chez les messieurs et appréciable chez les

dames. Cette compétition a constitué également une belle opportunité pour les judokas de l'équipe nationale, en prévision des échéances majeures à venir. Les Championnats d'Afrique individuels seniors auront lieu, les 24 et 25 avril 2026 prochain au Kenya, suivis par l'Open africain d'Alger, le 24 mai prochain.

O Marseille

Medhi Benatia démissionne

Tout est parti il y a trois semaines du but insensé d'Anatoli Troubine, gardien de but du Benfica Lisbonne, face au Real Madrid, qui a précipité l'élimination de Marseille de la Ligue des champions. Les Marseillais venaient d'être corrigés à Bruges (3-0) et depuis, dans un étrange effet papillon, le club tombe en morceaux: après la raclée infligée par le Paris SG (5-0), Roberto De Zerbi est parti et, dimanche, Medhi Benatia en a fait de même. «Je pars avec le sentiment d'avoir fait le maximum sur le plan professionnel, mais avec le regret de ne pas avoir réussi à apaiser l'environnement autour du groupe qui, selon moi, a largement les capacités d'atteindre les objectifs demandés», a écrit Benatia sur Instagram et sur X pour expliquer sa démission. «Malgré les récentes déconvenues et certains scénarios cruels sportivement, le projet avance. Mais je ne peux ignorer le climat actuel. Je ressens une insatisfaction croissante, une rupture que je regrette profondément. À Marseille, le résultat est le seul juge de paix», a ajouté Benatia. Le dirigeant franco-marocain était arrivé à

Quelques jours après le départ de son entraîneur Roberto De Zerbi, l'OM a perdu dimanche son directeur du football Medhi Benatia, dont la démission accentue encore la crise désormais très profonde que traverse le club marseillais.

l'OM en novembre 2023 en tant que conseiller sportif du président Pablo Longoria. En janvier 2025, il avait ensuite pris le titre de directeur du football, chargé de tout le secteur sportif du club.

Epargné par les supporters

Il était aux côtés de Longoria l'architecte des derniers mercatos, souvent frénétiques. Il a à son crédit quelques beaux succès, notamment les arrivées en début de saison dernière de Mason Greenwood ou Adrien Rabiot. Mais il y a eu des échecs aussi, avec la gestion discutable du départ de ce même Rabiot en août dernier après une bagarre dans le vestiaire, ou les passages express de plusieurs joueurs choisis par lui et qui ne se sont pas imposés (Wahi, O'Riley, Gomes, Brassier...). Benatia (38 ans) restait malgré tout soutenu par les supporters, qui l'ont d'ailleurs épargné

samedi avant le match contre Strasbourg au Vélodrome, où des banderoles ont visé Longoria et le propriétaire du club Frank McCourt. Les fans appréciaient notamment son discours récurrent sur la nécessaire professionnalisation d'un club qu'il jugeait encore loin du Bayern Munich ou de la Juventus Turin, deux clubs fréquentés lors de sa remarquable carrière de joueur. Cette volonté de «défendre l'institution» l'a poussé à écarter plusieurs employés du club et à placer des proches à tous les échelons (direction sportive, direction de la communication...).

BRÉSIL

Neymar réapparaît avec Santos

Neymar a fait son retour sur le terrain dimanche avec le Santos FC, le club qui l'a formé, après plusieurs semaines d'absence pour cause d'une opération au genou gauche. L'attaquant de 34 ans est sorti du banc des remplaçants pour la deuxième mi-temps du match contre le Velo Clube, dans le championnat «paulista», qui s'est soldé par une victoire 6-0 pour Santos. Pour sa première apparition depuis décembre 2025, Neymar a montré quelques éclairs de talent, dans un match qui affichait déjà 3-0 à la mi-temps. Neymar a vécu en raison de blessures à répétition une saison difficile avec le Santos, qu'il a rejoint après son départ d'Al-Hilal l'année dernière. Mais il a joué un rôle clé dans son maintien en première division. Il est également parvenu à un accord pour renouveler jusque fin 2026 son contrat avec le Santos. Meilleur buteur de l'histoire de la Selecao (79 buts, 2 de plus que Pelé), Neymar n'a plus joué en équipe nationale depuis plus de deux ans. Sa dernière rencontre sous le maillot du Brésil remonte au 17 octobre 2023, quand il avait subi une grave blessure au genou contre l'Uruguay. L'ancien

joueur du FC Barcelone et du PSG n'a pas encore été appelé par le nouveau sélectionneur du Brésil, l'Italien Carlo Ancelotti, qui a pris en juin les rênes de l'équipe cinq fois championne du monde. Le Brésil jouera son premier match le 13 juin 2026, contre le Maroc, avant d'affronter les Haïtiens le 19, puis les Écossais le 24. La Selecao affrontera d'abord la France et la Croatie lors de deux matches amicaux disputés aux États-Unis en mars. «Avec Neymar comme joueur vedette, cela exigera beaucoup de tous ceux qui l'entourent». À l'issue de la rencontre, l'entraîneur de Santos, Juan Pablo Vojvoda, a milité pour le retour de l'ancien joueur du Barça et du PSG en sélection pour jouer le Mondial. «Je pense que tout le monde a besoin de Neymar», a-t-il déclaré. «Santos, l'équipe nationale... Ancelotti sera content s'il joue bien. Les choses vont s'enchaîner. C'est un joueur de classe mondiale. Il a toujours cette ambition. Je le vois à chaque match, même à effectif réduit à l'entraînement: il veut être là et il veut gagner. C'est ce qui le motive.»

LA FINALISSIMA
AURA LIEU AU
QATAR

Les plans des Argentins pour contenir Yamal

L'Argentine est la tenante du titre après avoir battu l'Italie à Wembley en 2022 grâce à des buts de Lautaro Martínez, Ángel Di María et Paulo Dybala, qui ont permis à l'Albiceleste de s'imposer 3-0. L'édition 2026, qui devait initialement avoir lieu l'année dernière, se déroulera désormais en mars au Qatar. L'attention s'est rapidement portée sur la manière dont l'Argentine allait contenir Lamine Ya-

mal, l'ailier adolescent déjà considéré comme l'un des meilleurs du football mondial. Yamal a remporté le Trophée Kopa 2025 lors de la cérémonie du Ballon d'Or en octobre et a terminé deuxième derrière Ousmane Dembélé pour le prix principal après la victoire du PSG en Ligue des champions contre l'Inter en mai dernier. Cependant, selon DobleAmarilla, le sélectionneur argentin Lionel Scaloni a déjà un plan pour contenir le magicien espagnol. La publication suggère que Scaloni alignera un milieu de terrain travailleur qui descendra constamment pour couvrir l'arrière gauche argentin. En théorie, cela créera une situation «2 contre 1», qui limitera l'influence de Yamal sur le flanc droit. Le joueur de 18 ans est régulièrement pris pour cible par les défenseurs de la Liga, mais cela ne l'a pas empêché de marquer 10 buts et de fournir 8 passes décisives, alors que les champions en titre tentent de devancer le Real Madrid pour la première place de la Liga cette saison.

14 MOIS APRÈS SON ARRÊT CARDIAQUE

Edoardo Bove rejoue à nouveau

Plus d'un an après son malaise cardiaque, Edoardo Bove a rechaussé les crampons. Le joueur s'était effondré sur la pelouse du stade Artemio-Franchi lors de la rencontre entre la Fiorentina et l'Inter Milan le 1er décembre 2024. L'Italien de 23 ans est entré en jeu, samedi 14 février, sous les couleurs de Watford, son nouveau club, évoluant en Championship. S'étant fait poser un défibrillateur sous-cutané

après l'incident, Bove n'a pas pu revenir en Série A, la législation italienne lui interdisant de jouer avec cette implantation. Pour relancer sa carrière, il s'est donc tourné vers l'Angleterre et a rejoint fin janvier le club de deuxième division. Malgré un match nul de son équipe face à Preston (2-2), le joueur, apparu à la 86e minute, s'est montré enthousiaste d'avoir pu fouler le terrain quelques instants: «Je suis vraiment reconnais-

sant envers le staff et le club, qui m'ont offert cette opportunité. Je suis vraiment heureux d'être ici», a-t-il déclaré au travers d'un communiqué publié par le club à l'issue de la rencontre. Actuellement 12e au classement, Watford occupe le milieu du tableau de Championship. Le jeune Transalpin aura l'occasion d'y réaliser une reprise à la compétition progressive, lui qui a paraphé un contrat de cinq ans et demi avec le club anglais.

BAYERN MUNICH

Manuel Neuer victime d'une déchirure au mollet

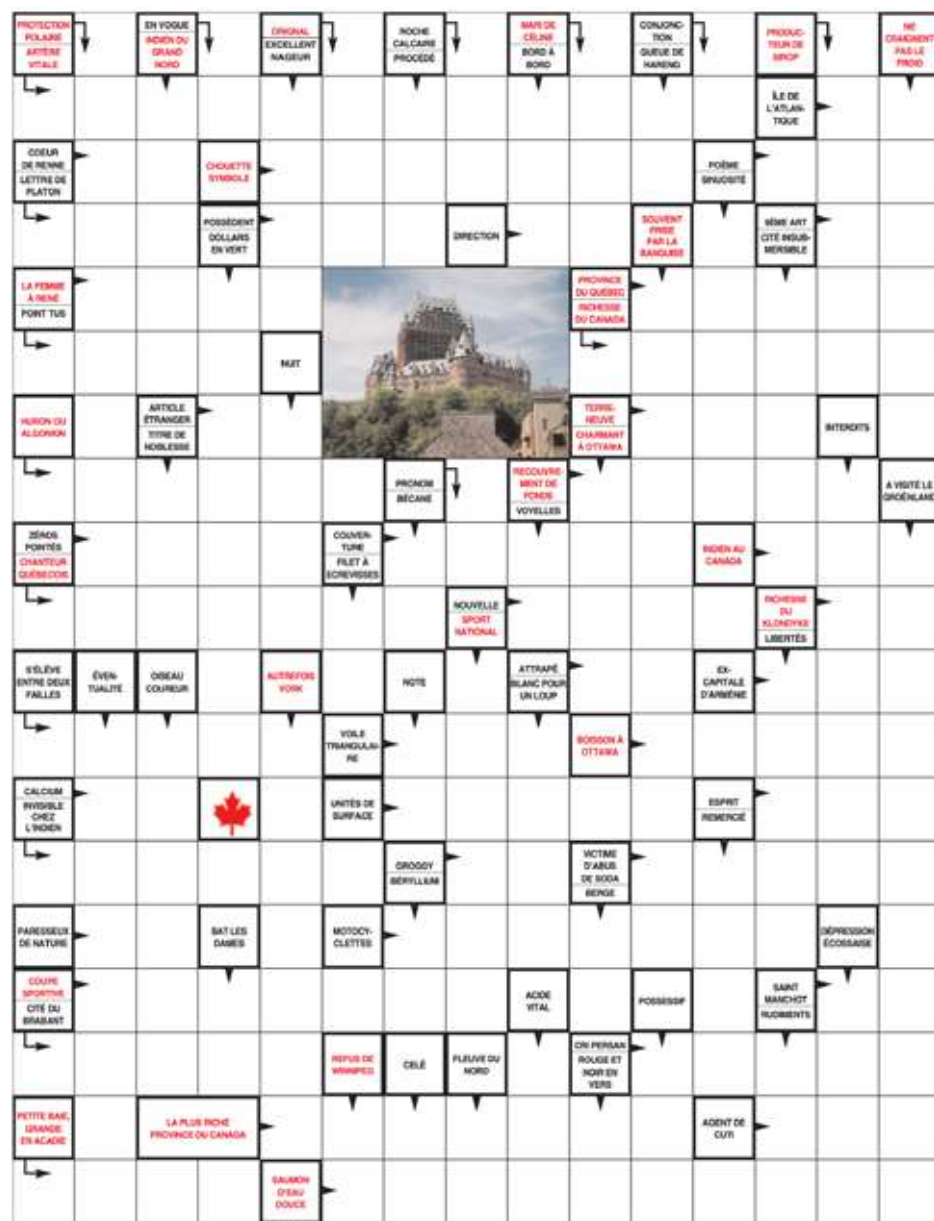
Le gardien et capitaine du Bayern Munich, Manuel Neuer, va devoir faire une pause après s'être déchiré le muscle du mollet, a annoncé dimanche le champion d'Allemagne en titre. Neuer, 39 ans, a été remplacé à la mi-temps lors de la victoire 3-0 samedi contre le Werder Brême, qui a permis au Bayern de reprendre six points d'avance sur le Borussia Dortmund en tête du classement de la Bundesliga. Le directeur sportif du Bayern Max Eberl avait initialement déclaré que le remplacement de Neuer était une «mesure de précaution» et que la blessure n'avait «rien de dramatique». Cependant, un scanner réalisé dimanche a révélé que la déchirure était plus grave que prévue initialement. «Le Bayern Munich devra se passer de Manuel Neuer pour le moment», a déclaré le club bavarois dans un communiqué, sans préciser la durée de l'indisponibilité de son portier. Les médias allemands ont rapporté que Neuer était incertain pour le déplacement du Bayern à Dortmund fin février et qu'il manquerait le match de samedi prochain contre Francfort. Le gardien vétérán, qui fêtera ses 40 ans en mars, souffre de plus en plus de problèmes récurrents au mollet, qui l'ont déjà contraint à manquer 10 matches la saison dernière. Le Bayern comptait 11 points d'avance en tête du classement de la Bundesliga, mais Dortmund a réduit l'écart à six points après une série de six victoires consécutives. Le géant bavarois s'est qualifié directement pour les huitièmes de finale de la Ligue des champions et s'évite ainsi un tour supplémentaire à élimination directe.



LES MOTS FLÉCHÉS

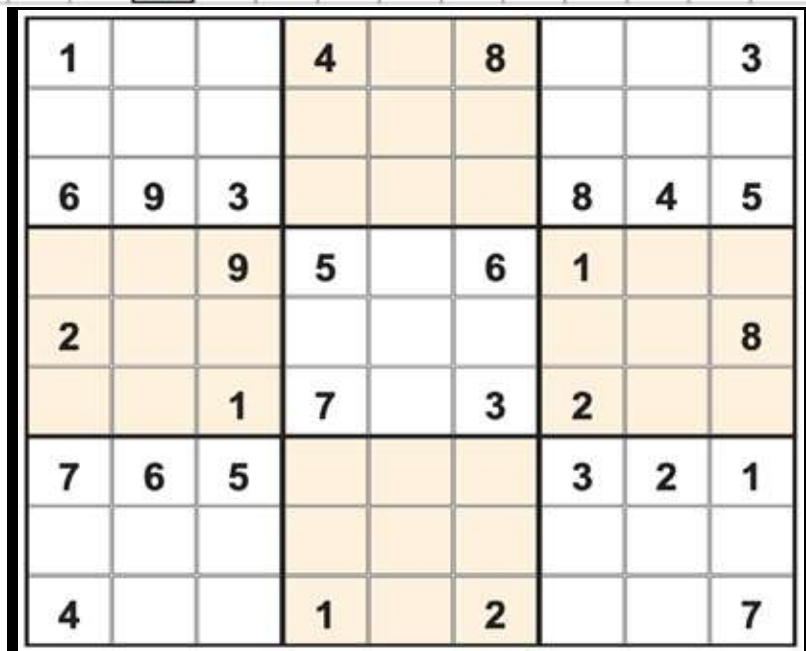
I. Occupation sous l'Occupation.
II. Presque fermé.
III. Rigoriste. IV. Aurochs. C'est du gâteau.
V. Ferrures. Vaincu aux Champs Catalauniques.
VI. Protégée. Lettre recommandée
VII. Plats provençaux. Le côté obscur de la vallée.
VIII. Champ
de bataille. Descente de bourses.
IX. Éliminai. Tube
un peu secoué. X. Issues. Dépôt d'eau.

1. Opinion sur rue.
2. Pisse en lit.
3. Angoissante.
4. Fleur. Paresseux.
5. Bête. En Ré.
6. Epuisante Blanc qui vire au rouge à l'heure de l'apéro.
7. Ils'envoie en l'air.
8. C'est non. Corrigez.
9. Chrome. Sardinelle.
10. Evéché orthodoxe.



Le mot-mystère est :
fragile

SUDOKO



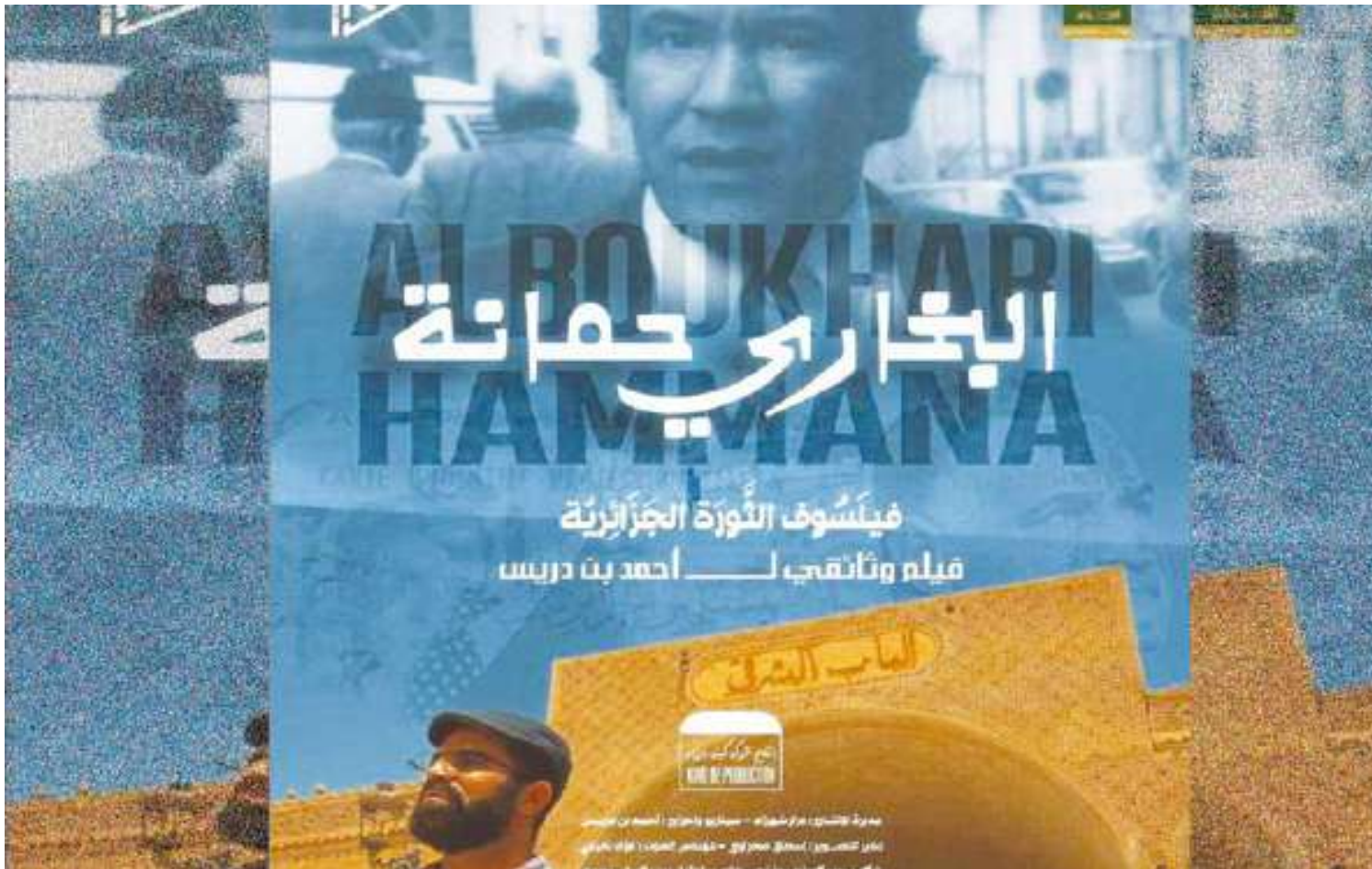
SUDOKO — LES MOTS CROISÉS



Hommage à une figure de la pensée algérienne

La Cinémathèque célèbre l'héritage du philosophe Hammana Boukhari

La Cinémathèque d'Oran a organisé une projection du documentaire réalisé par Ahmed Ben Driss consacré à Hammana Boukhari, en présence de proches, d'universitaires et d'étudiants. L'événement a rappelé l'itinéraire intellectuel du penseur, formé entre la Zitouna, Tunis et Le Caire, ainsi que son rôle déterminant dans la structuration de l'enseignement philosophique à l'Université d'Oran. Cette rencontre, ponctuée d'un débat, a mis en lumière l'empreinte durable laissée par celui qui a œuvré à articuler engagement, pensée critique et transmission.

**NASSIM TERKI**

La Cinémathèque d'Oran a consacré samedi une séance spéciale au philosophe et universitaire Hammana Boukhari, à travers la projection du documentaire Hammana Boukhari... philosophe de la Révolution algérienne, réalisé par Ahmed Ben Driss. L'événement s'est déroulé en présence de membres de la famille du défunt, d'universitaires, d'enseignants et d'étudiants. Représentant la ministre de la Culture et des Arts, la directrice du secteur à Oran a souligné la portée symbolique de cet hommage, inscrit dans une démarche visant à valoriser la mémoire intellectuelle nationale. Elle a rappelé avoir d'abord connu Hammana Boukhari comme enseignant, avant de mesurer l'étendue de son apport scientifique et de son engagement.

Né en 1937 à Guemar, dans la wilaya d'El Oued, Boukhari a suivi des études à l'université Zitouna, puis au Caire, un parcours qui a façonné une pensée conciliant ancrage culturel et ouverture aux courants philosophiques contemporains. Selon la représentante du ministère, il défendait l'idée que l'intellectuel doit assumer une responsabilité envers son époque, et considérait l'université comme un espace de formation de la conscience collective. Évoquant son activité au sein de l'Université d'Oran, elle a rappelé qu'il s'était investi dans la formation des étudiants et dans la structuration de l'enseignement philosophique. Cet « engagement » avait abouti, en 1983, à la création de la première section de philosophie dans la ville. Son approche pédagogique, mêlant rigueur intellectuelle et sens de l'humour, visait à encourager l'esprit critique. Auteur de Philosophie de la Révolution algé-

rienne et de nombreux travaux, Hammana Boukhari a également publié Méditations sur la vie et la religion. Ses écrits « témoignent » d'un engagement constant en faveur des valeurs de justice et d'un dialogue entre références culturelles nationales et horizons universels. La représentante du ministère a estimé que la célébration de figures intellectuelles constitue un geste de reconnaissance envers celles et ceux qui ont contribué à l'édification du patrimoine intellectuel algérien. Elle a affirmé que l'héritage de Boukhari demeurera présent tant que persisteront l'intérêt pour la pensée critique et l'attention portée à la mémoire culturelle. La projection s'est conclue par un débat, marqué par un intérêt soutenu du public pour l'œuvre du philosophe et pour le rôle de la réflexion dans la consolidation de la conscience nationale.

Bendouda mise sur Constantine pour relancer la dynamique culturelle

En visite officielle à Constantine, la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a installé samedi les commissaires de deux manifestations appelées à structurer davantage l'activité culturelle de la ville. Le comédien Hakim Dekkar a été nommé commissaire du Festival international Panorama cinéma, tandis que l'artiste Ahmed Ben Khelaf prend la tête du Festival culturel national des Aïssaoua. La cérémonie s'est tenue au Palais de la culture Mohamed Laïd Al-Khalifa, en présence des autorités locales et de plusieurs acteurs du secteur artistique. Cette installation s'inscrivait dans une tournée de travail de deux jours dans la wilaya. La ministre a souligné l'importance d'un soutien affirmé aux manifestations culturelles et

cinématographiques, qui participent au dynamisme actuel de la scène constantinoise et à son rayonnement au niveau national et international. Elle a rappelé que son département œuvre, conformément aux orientations du président Abdelmadjid Tebboune, à réactiver la vie culturelle dans la région et à consolider des pratiques artistiques pérennes, destinées à conforter Constantine dans son rôle de pôle culturel majeur. Dans son intervention, la ministre a également rappelé le rôle historique des grandes figures intellectuelles et culturelles de la ville, citant notamment Abdelhamid Ben Badis et Malek Haddad, tout en appelant les institutions locales et les professionnels du secteur à accompagner cette dynamique de manière durable. La visite s'était ouverte par

une opération de reboisement menée aux abords de l'aéroport international Mohamed Boudiaf, intégrée à la campagne nationale de plantation de cinq millions d'arbres. En soirée, la ministre a assisté à un gala artistique organisé par l'Établissement public de la télévision algérienne au Théâtre régional Mohamed Tahar Fergani. Le lendemain, elle s'est rendue sur le site archéologique de Tiddis avant de prendre part, au sein de la grande salle du complexe culturel Ahmed Bey, à la première projection du film historique Ahmed Bey. L'ensemble de ces étapes a été présenté comme un signal supplémentaire de la volonté des autorités de relancer et structurer durablement l'activité culturelle à Constantine.

HOMMAGE À AZZEDINE MEDJOUBI

Khatfa, un monodrame qui rouvre les blessures intimes sur la scène du TNA

Au théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi, le public algérois a assisté samedi à la présentation de Khatfa (Enlèvement), un monodrame consacré aux zones d'ombre de l'identité et à la confrontation de l'individu avec lui-même. La représentation venait clore les hommages rendus à Azzedine Medjoubi, disparu il y a trente-et-un ans, figure majeure qui a durablement marqué la scène théâtrale nationale.

S'inscrivant dans la commémoration de l'assassinat du comédien et metteur en scène, tué le 13 février 1995, le spectacle a refermé un cycle d'activités artistiques dédiées à sa mémoire. Khatfa, produit par l'association Ishraq pour les arts théâtraux Sidi Khaled, repose sur l'interprétation de Mohamed El Amine Mehdadi et sur l'adaptation de Khaled Saoui, inspirée du roman Le Voleur de bus de Ihsane Abdelkados. Le choix du monodrame impose une exigence particulière, maintenir l'attention du public pendant près d'une heure autour d'un seul protagoniste. Mohamed El Amine Mehdadi assume ce défi avec une présence soutenue, donnant à voir un personnage dont les peurs, les ruptures intimes et les contradictions se révèlent progressivement.

La pièce déroule une introspection tendue, traversée par l'angoisse, la fragilité et la quête d'un sens souvent fuyant. Le texte, dense et rigoureusement construit, installe une tension continue.

La scénographie s'inscrit dans une esthétique dépouillée, sans effets visuels ostentatoires, misant sur la relation directe entre l'acteur et la salle. L'économie de moyens renforce la dimension intérieure du récit et recentre l'attention sur la parole, le corps et les silences.

La salle, composée majoritairement d'adultes, est demeurée remarquablement attentive tout au long de la représentation. Le silence constant, la concentration manifeste et l'écoute soutenue ont laissé paraître une réception particulièrement sensible à la proposition artistique. Les applaudissements nourris à l'issue du spectacle ont salué la performance de l'acteur autant que la cohérence du projet. En clôturant les hommages rendus à Azzedine Medjoubi, Khatfa a rappelé la place d'un théâtre qui ne se contente pas de représenter le monde, mais interroge les trajectoires humaines et les failles individuelles.

La soirée a ainsi réaffirmé la permanence d'un héritage artistique qui continue d'influencer la création contemporaine en Algérie.

Rédaction Culture

Trait d'esprit

“N’espère rien de l’homme s’il travaille pour sa propre vie et non pour son éternité.”

Antoine de Saint-Exupéry

Badminton

L’Algérie triomphe et domine l’Afrique à Gaborone !



Les sélections algériennes messieurs et dames ont signé une performance éclatante aux championnats d’Afrique 2026 de badminton, clôturés hier à Gaborone au Botswana. Avec un bilan de 6 médailles (3 en or et 3 en bronze), elles raflent la première place au classement général, devançant l’Afrique du Sud (2e, 4 médailles : 2 or, 2 argent) et l’Égypte (3e, 7 médailles : 1 or, 2 argent, 4 bronze). L’Ouganda se hisse au pied du podium (4e, 2 médailles : 1 or, 1 bronze), tandis que la Maurice, habituellement redoutable, crée la surprise en se contentant de la 5e place (5 médailles : 2 argent, 3 bronze).

Côté algérien, les ors proviennent des équipes messieurs, du duo Koceila Maameri-Sabri Medal (double messieurs) et du tandem mixte Koceila Maameri-Tenina Maameri. Les bronzes récompensent les équipes dames : Yasmine Chebbah (simple dames) et le duo Linda Mazri-Yasmine Chebbah (double dames). Ce sacre fait briller Koceila Maameri et Sabri Medal, qui décrochent leur 8e titre continental et entrent dans la légende des championnats d’Afrique comme l’un des tandems les plus titrés de l’histoire. Une moisson qui propulse le badminton algérien au sommet du continent !

Timbre UA-Italie

Meloni scelle un pont avec l’Afrique à Addis-Abeba

À Addis-Abeba, ce dimanche, la vice-présidente de la Commission de l’Union africaine (UA), Selma Malika Haddadi, et la Première ministre italienne Giorgia Meloni ont dévoilé un timbre commémoratif spécial. Émis par les services postaux italiens, il marque le 25e anniversaire de l’UA tout en symbolisant «le renforcement du partenariat entre l’Italie et l’Afrique, fondé sur la coresponsabilité, la coopération et le respect mutuel», selon un communiqué de l’organisation panafricaine. Ce geste arrive en clôture d’un week-end chargé pour Meloni, invitée d’honneur du 39e sommet de l’UA. Samedi, à l’ouverture des travaux, la cheffe du gouvernement italien a plaidé

pour une «véritable» coopération avec l’Afrique, bâtie sur une relation «d’égal à égal». L’Italie, a-t-elle affirmé, ambitionne de rester «un pont privilégié» entre l’Europe et le continent. Vendredi déjà, elle avait coprésidé avec le président de l’UA, João Lourenço de l’Angola, le 2e sommet Afrique-Italie. Ces échanges ont permis de dégager des pistes pour des partenariats stratégiques, alignés sur les priorités de développement des pays africains. Ce timbre n’est pas qu’un symbole : il incarne la volonté italienne de tourner la page des relations paternalistes pour une alliance moderne et équilibrée. Reste à voir si ces promesses se traduiront en actes concrets.

Perquisitions chez Jack Lang

L’ombre des «Epstein Files» sur l’Institut du monde arabe

Hier, des perquisitions ont secoué Paris, ciblant l’Institut du monde arabe et d’autres lieux liés à Jack Lang et sa fille Caroline. Menées par l’Office national anti-fraude (ONAF), ces opérations s’inscrivent dans une enquête préliminaire ouverte le 6 février par le Parquet national financier (PNF) pour soupçons de « blanchiment de fraude fiscale aggravée ». L’information, confirmée par le parquet, fait suite aux révélations explosives des « Epstein Files ». Jack Lang, qui a présidé l’Institut pendant

treize ans avant d’annoncer sa démission récente, est directement visé, tout comme sa fille. Au cœur des investigations : une société offshore aux îles Vierges britanniques, créée en 2016 par Jeffrey Epstein au profit de Caroline Lang. Les enquêteurs scrutent ces montages financiers opaques, dans un dossier qui promet de rebondir. Affaire à suivre, alors que l’ancien ministre de la Culture, figure incontournable de la scène culturelle française, se retrouve sous les projecteurs judiciaires.

Ramadan 2026 : réaménagement des horaires de travail

dans les institutions et administrations publiques

Les horaires de travail applicables dans les institutions et administrations publiques sont fixés, durant le mois sacré de Ramadan, de dimanche à jeudi de 8 h 30 à 15 h 00 pour l’ensemble des wilayas, a indiqué hier la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative dans un communiqué. « À l’occasion du mois



sacré de Ramadan, les horaires de travail applicables dans les institutions et administrations publiques sont fixés durant ce mois de dimanche à jeudi, de 8 h 30 à 15 h 00 pour l’ensemble des wilayas », précise la même source. Les horaires habituels de travail reprendront après la fête de l’Aïd el-Fitr, conclut le communiqué.

Observation du croissant lunaire du ramadan ce mardi

La Commission nationale d’observation du croissant lunaire du ramadan a annoncé dimanche passé que la nuit dédiée à l’observation du croissant lunaire marquant le début du mois de ramadan pour l’année 1447H/2026 est prévue pour le mardi. À cette occasion, une conférence spéciale se tiendra après la prière d’el Maghreb à Dar El Imam Sidi Abderrahmane Thaâlibi, situé à El Mohammadia, Alger. Selon la même source, cette conférence sera retransmise sur différents médias.

L'EXPRESS

COMMISSION GAZA

Un mois de paralysie

Un mois après son annonce en janvier, la Commission nationale pour la gestion de Gaza reste paralysée, incapable d’entrer en action face à une crise humanitaire sans précédent et une agression continue.

PAR BOUALEM B.

Née sous pression internationale et dans le sillage de la résolution 2803 de l’ONU appelant à un acheminement sans entrave de l’aide, elle peine à assumer ses missions consistant en la gestion des institutions publiques, la reconstruction et la transition postconflit. Bloquée par le refus israélien d’accès, sans budget ni structure, elle existe plus sur le papier que sur le terrain. Les critiques fusent de partout. Rami Abdo, président de l’Observatoire euroméditerranéen des droits de l’homme, dénonce une « façade palestinienne » pour des arrangements sécuritaires américano-israéliens. Basé sur un document confidentiel, il révèle un plan pour les cent premiers jours axé sur un « gouvernement fantôme » en exil, piloté par un centre civilo-militaire sous commandement US et le haut représentant Nikolay Mladenov. Pas de priorité à la fin de l’agression ou à la reconstruction, mais un contrôle financier des salaires pour restructurer l’administration selon des critères politiques. Il ne s’agit de rien de plus qu’une « prise de contrôle financière » classique. Abdo alerte aussi sur le « nouveau ghetto de Rafah », camps financés par les Émirats, soupçonnés d’isolement forcé contraire au droit international. Côté commission,



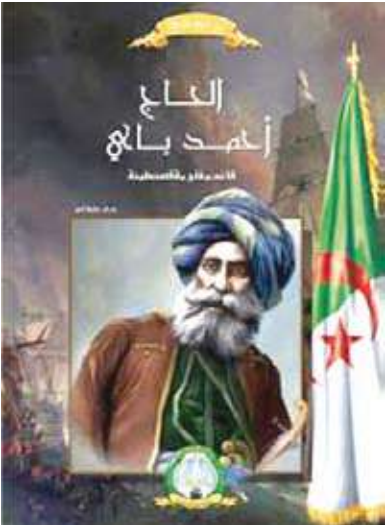
on minimise les critiques. Son président Ali Shaath affirme attendre des « pleins pouvoirs » administratifs, policiers et civils pour agir. Elle promet aide humanitaire, unité nationale et reconstruction, appelant les médiateurs à lever les obstacles. Mais l’analyste Wissam Afifa pointe des échecs internes allant de l’absence de fonds aux questions logistiques en suspens (locaux, sécurité, armes) en passant

par l’absence de structure claire et de pression sur Israël pour respecter le cessez-le-feu. En effet, depuis le cessez-le-feu du 10 octobre, 618 Palestiniens ont été tués et 1 602 blessés à Gaza. Entre légitimité nationale et efficacité réelle, la commission risque de n’être qu’un pion dans un échiquier complexe, tandis que Gaza continue de saigner et Israël de consolider sa colonisation. ■

AVANT-PREMIÈRE D’« AHMED BEY » À CONSTANTINE :

Un film qui ressuscite la résistance face au colonialisme

La grande salle du Zénith de Constantine a vibré dimanche soir sous les applaudissements lors de l’avant-première du film historique Ahmed Bey, en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda. Produit par le Centre algérien de développement du cinéma, ce long-métrage de 124 minutes, réalisé par l’Iranien Djamal Shourjeh sur un scénario de Rabah Dhrif et une musique de Fahir Atakoglu, retrace la résistance acharnée d’Ahmed Bey à Constantine au début de l’occupation française en 1830. L’œuvre plonge au cœur de l’« incident de l’éventail » de 1827, prétexte à l’invasion française, et recrée des batailles épiques comme celle de Constantine en 1836. Tourné dans plusieurs sites emblématiques comme Alger, Constantine, Tipasa, le film réunit un casting prestigieux. Mohamed Tahar Zaoui incarne



Ahmed Bey, tandis que Gérard Depardieu prête ses traits au dey Hussein, entouré de comédiens algériens talen-

tueux. Dans une allocution émouvante, Malika Bendouda a salué le choix symbolique de Constantine pour cette projection. « La salle portant le nom d’Ahmed Bey accueille cet événement comme un hommage à la mémoire du lieu et de ses habitants », a-t-elle déclaré. Elle a insisté sur la mission du film, à savoir refuser de reléguer l’histoire algérienne à de « froides archives », en explorant ses pages pour magnifier les luttes anticoloniales. Ahmed Bey y apparaît comme un symbole de résistance contre l’effacement de l’identité nationale. La ministre a évoqué le rôle historique de Constantine, ville témoin de raffinement et de diversité, berceau des gloires de Massinissa et Jugurtha. Elle a conclu en vantant le cinéma comme « outil stratégique » pour ancrer l’identité nationale chez les jeunes et bâtir une image rayonnante de l’Algérie. **R. N.**